

défense de Occident

Maurice BARDECHE :

A193

Une nouvelle politique mondiale

UNIVERSITY
OF MICHIGAN

FEB 7 1972

Paul YAGUE :

PERIODICAL
READING ROOM

Vous ne comprenez pas le gauchisme

J. BRADESCO :

L'importance de la droite dans la lutte
anticommuniste

J. GIERTYCH :

La Vérité sur l'Eglise polonaise

Jean-Paul ROUDEAU :

L'Insolence littéraire ou la génération des hussards

Ma

Pas

J. I

d

J. C

M.

J.-P

d

CH

LE

d

S

E

M

H

E

CIP

E

d

DO

Un

13,

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 19^e année

Octobre-Novembre 1971 — N° 99

S O M M A I R E

- Maurice BARDECHE : *Une Nouvelle politique mondiale..* 3
- Pascal YAGUE : *Vous ne connaissez pas le Gauchisme..* 12
- J. BRADESCO : *L'Importance de la droite dans la lutte anticommuniste ..* 28
- J. GIERTYCH : *La Vérité sur l'Eglise polonaise.....* 39
- M. L. : *Gabriele d'Annunzio.....* 54
- J.-P. ROUDEAU : *L'Insolence littéraire ou la génération des Hussards ..* 58
- CHRONIQUES :
- LES LIVRES : *Mémoires du Général Salan. — Le Saut de l'Ange, d'Yves BOISSET. — Le Sang d'Israël, de SAINT-LOUP. — Un Procès de l'Épuration : Robert Brasillach, par Charles AMBROISE-COLIN. — G. MATZNEFF : Le Carnet arabe. — B. GEORGE : Une Histoire de la République fédérale allemande. — Antoine BLONDIN : Monsieur Jadis.....* 63
- CINEMA : *Le Chagrin et la pitié. — Réflexions sur le Bonaparte et la Révolution d'Abel Gance. — Jonathan, de Geissendorfer ..* 73
- DOCUMENTS :
- Un appel pour Rolf Steiner.....* 86

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F

Abonnements. 1 an : 40 F

Etranger : 1 an : 42 F

Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Une nouvelle politique mondiale

Il y a une physique de la politique. Elle est connue depuis qu'il y a des empires. Une de ses grandes lois est la loi des vases communicants. Ce qu'un empire perd, un autre le gagne. Cette loi des vases communicants, elle a toujours fonctionné dans l'histoire au moyen de pressions du plus fort sur le plus faible. C'était jusqu'ici une guerre ou une menace de guerre qui pouvait seule déterminer un changement entre les vases communicants, c'est-à-dire des changements de frontière. Dans le monde où nous vivons, le caractère atroce et totalement destructeur que prendrait une guerre a fait disparaître la guerre comme moyen unique de pression et l'a remplacée par des moyens subalternes de pression dont le jeu constitue la politique internationale. Or, les événements actuels amènent à constater qu'entre le camp communiste et le camp des démocraties, il y a une énorme différence qui porte sur les moyens eux-mêmes, sur l'emploi et l'expérience de ces moyens, sur la vulnérabilité de chacun des partenaires.

La physique de la politique a été remplacée à notre époque par une psychologie de la politique. Dans cette substitution que les démocraties ont eu grand tort d'accepter, tous les avantages sont du côté communiste, toutes les faiblesses du côté des démocraties. A la longue, le camp démocratique est condamné à dépérir, à se miner et à s'écrouler de lui-même sans qu'il y ait besoin de recourir à aucune guerre ;

la liberté disparaîtra dans le monde comme un arbre mort qu'un coup de vent abat une nuit.

Il est impossible de ne pas être stupéfait des triomphes diplomatiques qui sont accumulés actuellement par le camp communiste, triomphes que non seulement la presse démocratique ne voit pas, mais qu'elle présente stupidement comme des progrès de la paix dans le monde. La sentimentalité, l'humanitarisme, la bonne conscience étant la nourriture dévitaminisée dont se nourrissent les démocraties, il leur suffit d'un copieux déjeuner de ces matières volatiles pour qu'elles crient à la victoire. Ce qu'elles donnent en échange, elles ne s'en soucient pas. Ce sont pourtant les gages et récompenses qui étaient autrefois ceux des victoires militaires : en échange de leur bonne conscience, de la satisfaction de leur humanitarisme et de leur niaiserie, elles abandonnent des territoires, ce qui veut dire qu'elles abandonnent à la fois des millions d'hommes à l'esclavage et en même temps les supports de leur force et les forteresses qui couvrent leur sécurité. Cela leur importe peu puisqu'un des articles de leur *credo* est que la puissance n'est plus maintenant territoriale et militaire, mais exclusivement économique, principe qu'on peut toujours soutenir et affirmer jusqu'au jour où une tempête en prouve, mais trop tard, la fausseté.

Le résultat de cet affrontement entre des nations qui ne croient qu'à la force et savent utiliser à leur profit la psychologie de la politique et celles qui croient à la bonne conscience et à la bonne volonté, et qui sont les victimes de la psychologie de la politique, les accords de Berlin et le voyage de Nixon en Chine montrent ce qu'il peut être.

Depuis vingt-cinq ans, tout l'objectif de la politique soviétique en Europe est la conservation et la consolidation des conquêtes territoriales qui avaient été follement concédées à Yalta par un Roosevelt à demi-mourant et ne conservant plus de forces que pour sa haine. Toute la politique des États européens depuis vingt-cinq ans aurait dû consister à répéter avec obstination que l'occupation militaire et politique des pays d'Europe Centrale par les Soviets était illégale et précaire. En refusant de signer le traité de paix qui aurait mis fin à la seconde guerre mondiale, les Alliés affirmaient,

et affirment encore en principe, que la mainmise de l'empire soviétique sur ces territoires n'est pas reconnue par eux. Or, les accords de Berlin, signés par le chancelier Willy Brandt, traître à son pays et agent des puissances ennemies en temps de guerre, constituent une consécration solennelle des accords de Yalta, et une reconnaissance tacite des conquêtes territoriales du communisme dans l'Europe Centrale. En échange de quoi, le gouvernement allemand a obtenu quelles contreparties ? Des sourires, des affirmations de bonne volonté, des allègements d'un soi-disant statut de Berlin que le gouvernement allemand avait pour tâche première de ne pas reconnaître, enfin l'approbation de l'opinion mondiale, confiture délicieuse dont se nourrit l'infantilisme de la politique démocratique. Par cette victoire diplomatique sensationnelle et inespérée, les Soviets obtiennent donc de la victime elle-même l'oubli et l'absolution du vol commis à son préjudice, sans rien donner d'autre en contrepartie que des mots et d'agréables grimaces. C'est exactement ce qu'on appelait autrefois un paiement en monnaie de singe.

Il est trop simple et il est superficiel d'expliquer de tels résultats en rappelant que Willy Brandt, agent des Alliés pendant la guerre, et crypto-communiste, est le type même de ces *fellows-travellers* à qui les Etats démocratiques ont si souvent remis depuis vingt-cinq ans la conduite de leurs affaires. Willy Brandt est évidemment tout cela, mais les vingt millions d'Allemands qu'il a derrière lui ne le sont pas et néanmoins approuvent sa politique. Donc, seul le phénomène de dégradation morale, d'érosion et de disparition du bon sens qui se déroule depuis vingt-cinq ans dans les malheureux pays démocratiques donne l'explication de cette abdication d'un peuple entier devant sa propre amputation. Quand on pense à l'énergie, à l'obstination, à la fureur hystérique avec laquelle la III^e République, pourtant pétrie elle aussi de bons sentiments, a protesté pendant soixante-dix ans contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, on est non seulement attristé, mais stupéfait de la légèreté et de l'inconscience du peuple allemand. J'ai vu quand j'étais enfant, et tous les hommes de ma génération ont pu voir comme moi, des cartes de France dans lesquelles l'Alsace-Lorraine était représentée en violet entre la France et l'Allemagne, comme

un territoire dont la destinée n'était pas encore fixée. On a représenté ainsi jusqu'ici, dans les cartes de l'Allemagne, l'Allemagne centrale et l'Allemagne orientale auxquelles le peuple allemand n'avait pas renoncé. La ligne qui sépare les deux Allemagne va-t-elle être indiquée désormais dans les cartes comme une frontière définitive, comme le mur derrière lequel commence désormais l'empire communiste ? C'est l'aboutissement logique des accords de Berlin, dont tout le monde se félicite si hautement.

Ces accords ne sont malheureusement pas un phénomène isolé. On peut se demander si le voyage de Nixon ne va pas avoir la même signification et les mêmes résultats. Au moment où j'écris cet article, la décision du combat bouffon entrepris devant l'assemblée des Nations Unies n'est pas encore connue. Nous ne savons donc pas si cette majestueuse assemblée daignera qualifier de « question importante » l'expulsion d'un de ses membres. Si ce n'est pas une « question importante », qu'est-ce qui sera donc une « question importante » ? L'expulsion honteuse de l'Etat de Formose, alors que l'assemblée des Nations Unies pullule de représentants d'Etats-fantômes qui ne sont pas seulement l'Ukraine et la Biélorussie, mais encore la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, etc..., serait une défaite morale et politique par laquelle les Etats-Unis accepteraient de payer, eux aussi, des sourires, des courbettes, des assurances de bonne volonté. N'a-t-on pas à craindre aussi les conditions secrètes que les Etats-Unis acceptent pour mettre fin à la guerre du Vietnam ?

La visite de Nixon est-elle celle d'un vainqueur qui vient s'entendre avec un grand pays voisin sur les clauses de la paix victorieuse ou celle d'un homme embarrassé qui vient demander le secours du voisin pour se tirer d'un guêpier. C'est ce qu'il n'est pas facile de savoir. Un article de *Valeurs Actuelles* qui est devenu en quelques mois l'hebdomadaire le mieux documenté de la presse française révélait au public l'importance capitale des inondations au Nord-Vietnam, qui, en ravageant le pays tout entier, ont obtenu par hasard le résultat que l'aviation américaine aurait pu obtenir depuis sept ans si les présidents des Etats-Unis avaient laissé faire leurs

généraux. Coupé de la piste Ho-Chi-Minh, désorganisé, démantelé, le Nord-Vietnam est-il devenu incapable de combattre ? Est-ce une après-guerre dont le président Nixon va définir les perspectives à Pékin ? Ou jette-t-il l'éponge par fatigue, au moment où son adversaire est devenu incapable de combattre ? Qu'on puisse se poser des questions pareilles, c'est un signe à la fois de notre indigence réelle d'informations à une époque où on nous inorgite des informations saugrenues et inutiles sur toutes les parties du monde et aussi de la défiance qu'inspirent en permanence les fortes têtes qui décident de notre destin. Rien ne nous permet d'être sûr, en tout cas, que la Chine communiste, sans avoir fait autre chose que pousser des cris, agiter les bras et montrer les dents, simplement en se servant des facilités que les régimes de liberté laissent à leurs ennemis pour implanter des groupes manipulés qui sont censés exprimer l'indignation populaire, et par ces seuls moyens immatériels et fantomatiques, ne se voie consentir comme l'U.R.S.S. des avantages politiques palpables et substantiels qui seront utilisés par elle comme autant de relais vers des conquêtes territoriales effectives.

L'affrontement entre l'empire de la liberté et l'empire communiste ressemble beaucoup à l'impuissance des parents devant des enfants tapageurs. Ceux-ci commencent par payer pour essayer d'avoir la paix et finissent par évacuer l'appartement pour l'obtenir. Tout cela, en effet, a pour objectif d'obtenir la paix. Il est singulier qu'au bout de vingt ans, les dirigeants des Etats démocratiques n'aient pas encore compris que cet objectif est illusoire. Il n'y a pas de paix possible avec le communisme, qui est un Islam, et qui ne peut subsister qu'à la condition que le monde entier soit converti au communisme. La coexistence pacifique inventée par Staline, dont les démocraties ont pourtant beaucoup de raisons de se méfier, n'a jamais été et ne peut être qu'une opération tactique. L'état de guerre entre le communisme et les nations qui veulent demeurer indépendantes est permanent et implacable. C'est notre lâcheté seule qui nous persuade du contraire.

Ce n'est pas seulement notre lâcheté. En fait, il y a une raison qu'on préfère ne pas avouer et même ne pas voir. C'est, du reste, une autre forme de lâcheté, mais plus profonde. Il a fini par devenir évident qu'il y avait une contradiction entre la politique de résistance à l'expansion communiste et la prospérité. Les accords de Berlin et la visite du président Nixon en Chine ont finalement la même motivation : la résistance à l'expansion du communisme coûte trop cher, il vaut mieux céder que de se ruiner.

C'est malheureusement aussi la signification profonde de la crise du dollar et des décisions économiques prises par le président Nixon. Pour n'avoir pas voulu utiliser les moyens de la guerre dans la guerre, les Américains ont développé chez eux un cancer moral et une détérioration économique qui leur coûtent finalement beaucoup plus cher que ne leur aurait coûté l'indignation fugitive provoquée par l'emploi de moyens décisifs. C'est la gravité de l'état du malade qui a amené Nixon à couvrir de son assentiment les accords de Berlin et à rechercher une politique d'entente avec la Chine. Avec le coût actuel de l'armement atomique, on ne peut être à la fois un Etat fort et un Etat assurant une expansion indéfinie du niveau de vie et des salaires. Et c'est encore une autre cause de faiblesse des Etats libéraux dans leur affrontement avec les Etats autoritaires. Les Etats communistes se privent de beurre depuis un demi-siècle pour fabriquer des canons ; les Etats libéraux veulent à la fois du beurre et des canons et ils s'aperçoivent que cette exigence est contradictoire et qu'elle ne peut être réalisée intégralement même par la nation la plus riche du monde. On déleste donc, et ce qu'on jette par dessus bord, c'est la résistance à l'expansion communiste.

L'interprétation occidentale de la coexistence pacifique comporte un double volet ; nos hommes d'Etat achètent la paix à un prix qui leur paraît raisonnable, c'est-à-dire en renonçant à ce qu'ils appellent des « chimères », en fait en consentant à rendre définitifs des abandons de territoires qui étaient jusqu'alors précaires et soumis par conséquent à marchandage. D'autre part, ils prétendent recevoir en prime des dispositions commerciales qui leur permettront *d'exporter*. Ils abandonnent donc ce qui est, à leurs yeux, une « mauvaise

affaire », la défense du monde libre, en Europe comme en Asie, et ils font ce qu'ils croient être « une bonne affaire » en améliorant ce qui leur paraît essentiel, leur *balance commerciale*. Au bout du raisonnement de Nixon, il y a ces deux injonctions : « Assurez votre propre défense, nous ne pouvons pas être éternellement les gendarmes du monde libre » et : « Nous avons besoin d'exporter nous aussi ». Ces deux déclarations sont l'une et l'autre un constat de faillite du libéralisme économique dans la politique mondiale.

Tandis que les régimes communistes, en effet, considèrent la propagation du communisme comme une tâche essentielle de la politique qu'ils se mettent en mesure non seulement d'assurer mais d'étendre, au contraire les régimes à direction démocratique, qui revendiquent la liberté comme le bien capital, deviennent de plus en plus incapables d'assurer la protection efficace des territoires sur lesquels règne la liberté. Cette démission peut nous paraître mineure pour des raisons égoïstes lorsqu'il s'agit du Vietnam du Sud, bien qu'elle soit stratégiquement très importante dans cette région. Mais sa gravité nous apparaît mieux lorsqu'on s'avise que l'intention profonde du président Nixon est d'inviter les Etats d'Europe à assurer eux aussi leur défense par leurs propres moyens. En se repliant sur une politique de « vietnamisation » de l'Europe aussi bien que de l'Indochine, en constatant la contradiction qui existe entre la défense de ces marches et la prospérité économique, le président Nixon ne fait-il pas la démonstration que les régimes à direction démocratique sont incapables d'assurer durablement leur sécurité et par conséquent leur indépendance, qu'ils seront donc amenés un jour ou l'autre à s'enfermer dans des citadelles de la gestion démocratique qui seront incapables de s'opposer aux progrès du communisme dans le monde ? C'est très bien de ne plus vouloir être le gendarme international. Mais alors il faudrait qu'ait disparu le péril de la subversion internationale ou que le Vietnam du Sud et l'Europe soient autre chose que des « expressions géographiques ».

La seconde injonction du président Nixon n'est pas moins grave. Qu'est-ce qu'un régime qui revendique le libéralisme économique comme complément indispensable du libéralisme

politique et qui ne trouve pas d'autre refuge que le protectionnisme ? La mesure pleine de bon sens que le président Nixon a été obligé de prendre pour la protection des intérêts américains prouve que le fonctionnement du libéralisme économique, faussé depuis longtemps, est désormais devenu impossible. Les Américains auront mis vingt ans à s'apercevoir que le relèvement économique de l'Europe et l'élaboration d'un Marché Commun devaient avoir nécessairement pour résultat la création d'un puissant concurrent économique. Il est absurde de supposer que tout le monde peut exporter à la fois. Pour que certains Etats aient une balance économique favorable, il faut que d'autres Etats aient une balance économique défavorable. Les acrobaties des spécialistes de l'économie ne peuvent rien contre cette évidence. Il était clair dès le départ qu'un jour ou l'autre les Etats-Unis devraient s'enfermer derrière une barrière de protection économique et se replier en sourdine sur les principes toujours vivants en eux de la doctrine de Monroë. Il n'était pas moins clair, dès la même époque, que la construction européenne ne pouvait être viable que si elle s'imposait finalement un jour ou l'autre la même règle et que si l'on s'apercevait à temps qu'une Europe forte ne pouvait être qu'un concurrent d'une Amérique forte. On ne peut pas être à la fois un Etat satellite et un Etat indépendant.

La brusque décision prise par Nixon pour la défense du dollar et le *new-look* de la politique internationale qu'annoncent les accords de Berlin et le voyage à Pékin sont les éléments, en apparence disparates, mais en fait étroitement unis, d'un ensemble. C'est une nouvelle phase de la politique mondiale qui commence. Et une phase infiniment plus hasardeuse que celle qui l'a précédée. L'élément nouveau de cette politique mondiale est une certaine forme d'isolationnisme des Etats-Unis, entraînant des énoncés nouveaux des problèmes politiques en Asie et en Europe. C'est l'après-guerre qui commence.

Ceux qui ont lu cette revue depuis ses premiers numéros savent que nous n'avons jamais montré une sorte de terreur devant ce dénouement inéluctable. Tout cela ne serait qu'une conséquence normale et nullement redoutable de la nature

des choses si, depuis vingt ans, l'union européenne était un fait au lieu d'être un sujet de bavardages. Nous nous apercevons maintenant de l'impéritie criminelle, de la légèreté des hommes d'Etat qui ont dirigé l'Europe pendant vingt ans. Aucun d'entre eux n'a su prévoir une échéance dont le caractère était pourtant inévitable. Si l'Europe était forte, si, en vingt ans, elle s'était dotée d'une armée capable de défendre son territoire, d'une force atomique européenne capable de répondre à ses adversaires, si ses hommes d'Etat avaient réfléchi aux conditions de l'indépendance économique et politique de l'Europe au lieu de rêver à l'humanité, à leur bonne conscience, ou à leur prestige et aux ovations qui saluaient leur plumet, nous n'en serions peut-être pas où nous en sommes en ce moment. Les doses diverses de soporifique qu'on nous a administrées depuis vingt ans nous empêchent de voir la vérité et de sentir la gravité de notre situation. Il y a vingt ans, nous pouvions nous dire qu'un jour sans doute la protection américaine deviendrait inutile, que l'Europe pourrait assurer seule les conditions de sa sécurité et de son indépendance. Ce programme n'est nullement rempli aujourd'hui. Les partis communistes nationaux en France et en Italie font patte de velours et se griment en inoffensifs partis socialistes « avancés » : c'est une comédie qui est du même ordre que la fameuse coexistence pacifique. La question qui se pose malheureusement aujourd'hui est de savoir comment et jusqu'à quel point des gouvernements de front populaire à participation communiste en France et en Italie pourraient s'opposer éventuellement à une prise de pouvoir soudaine ou progressive par le Parti Communiste, éventuellement avec l'appui des chars soviétiques si l'opération ne marchait pas toute seule. La réponse dépend encore, mais pour un certain temps seulement, de notre décision et de notre volonté. Il est temps qu'une grande partie du peuple français, comme l'a fait déjà une grande partie du peuple italien, mette le communisme hors-la-loi, au moins dans leur cœur et par leur résolution à le combattre, puisqu'il n'est pas possible d'obtenir de nos gouvernements qu'ils le mettent, en raison de son caractère, hors de la légalité.

Maurice BARDECHE.

Vous ne connaissez pas le gauchisme

I

Depuis mai 1968, le gauchisme est devenu pour le français moyen une réalité politique qui l'entourne continuellement. Il le retrouve à la première page de son quotidien, son député en brandit la menace, prenant ce prétexte pour justifier sa « mission » politique... et pour faire la cueillette des bulletins de vote. Car le gauchisme, après avoir été scandaleusement adulé — et méconnu — avant mai 68, après avoir été porté et soutenu par la presse et l'O.R.T.F., est en passe de devenir « maudit ». D'ailleurs ne lui décerne-t-on pas maintenant l'épithète « maudite », celle de « fasciste » ? « L'Humanité », qui ne parle plus que de « gauchistes-fascistes », se trouve d'accord avec « France-Soir » qui stigmatise les « fascistes rouges ». Sans doute cette « opprobre » ne touche-t-elle pas encore indistinctement tous ces gauchistes ; ou, plus exactement, presse gouvernementale et télévision continuent à applaudir aux exploits des agitateurs brésiliens, espagnols ou noirs américains — les révolutionnaires de l'étranger — tout en condamnant notre production nationale. Etrange contradiction ? Non. La coalition des bien-pensants se donne ainsi le mérite de soutenir une cause « désintéressée » et idéaliste, sans oublier ses intérêts ni son confort. En France, elle n'hésite plus à condamner verbalement (et

même maintenant juridiquement) les auteurs de trouble. Or cela pose un grave problème. En frappant à l'extrême-gauche, les gaullistes n'essaient-ils pas de récupérer au passage certains milieux d'extrême-droite ? D'aucuns se sont déjà laissé prendre aux promesses réitérées de maintenir l'ordre. Devons-nous, comme eux, rejoindre l'impressionnant cortège de ces bien-pensants et réclamer la tête *du* coupable, le Gauchisme ?

Au contraire, c'est bien au mouvement nationaliste de se séparer de ces incorrigibles racoleurs de voix, lui qui a combattu depuis longtemps les agités d'extrême-gauche, sans attendre que cela devienne un argument électoral de poids. Il faut différer son jugement sur le gauchisme, le temps de voir le danger réel qu'il peut représenter pour nos idéaux, le temps de peser les autres menaces, bien plus graves, qu'on cherche à nous dissimuler en agitant à nos regards cet épouvantail sans réelle consistance.

Car — et c'est la première chose qu'il faut bien comprendre pour estimer à sa juste valeur le danger représenté par le gauchisme — celui-ci ne constitue pas un tout. Les nombreux mouvements qui l'incarnent à travers le monde sont très divisés, et surtout les différentes conceptions qu'ils ont de leur mission n'ont aucun rapport entre elles. Les unes se placent sur le terrain de la lutte des classes, les autres sur celui d'une révolution esthétique ; certains militants ne parlent que d'Economie, et la plupart rêvent de pop-music ! C'est tout un océan de positions diverses et souvent contradictoires, confuses aussi. Mais on peut les orienter autour de deux pôles, totalement étrangers l'un à l'autre : il y a le pôle esthétique, qui n'est autre que le « phénomène pop », et il y a le pôle purement politique. En fait, la situation est encore plus complexe, car ce gauchisme « politique » se divise en deux courants. Sans doute le « profane » a-t-il du mal à saisir ce nouveau clivage, et il se sent perdu parmi toutes ces querelles de chapelle. Mais les grands prêtres de la Révolution, eux, savent bien se reconnaître et s'excommunier au nom de leurs dieux. Car les uns se réclament résolument de Marx et du communisme, ce sont les maoïstes purs et les grandes sectes trotskystes. Au contraire, le pullulement inorganisé des anarchistes de toutes formes rejette le marxisme-léniniste ; ils se réclament parfois de

Bakounine, mais en réalité, ils n'ont « ni Dieu ni maître » et leurs idées sont nouvelles et originales. Ce n'est guère le cas des marxistes, comme nous allons le voir. Ceux-ci restent dans le cadre de la théorie communiste, ils ne font donc que répéter les attitudes et les gestes d'autres mouvements gauchistes du passé, eux aussi déçus par l'immobilisme des partis ouvriers officiels, et avides de Révolution. C'est pourquoi il n'y a pas de meilleur guide, pour les étudier, que l'ouvrage de Lénine lui-même. « La maladie infantile du communisme, le communisme de gauche ». C'est Lénine en effet qui, au milieu du dédale et des divisions de ces groupements gauchistes, a su dégager les caractères et les causes du Gauchisme.

Les gauchistes marxistes.

Parmi les caractères de ces gauchistes du communisme, il en est un sur lequel insiste Lénine et dont il fait la trame de tout son ouvrage : c'est leur incapacité à biaiser, à ruser, leur besoin obsessionnel de pureté. Première application politique de cette incapacité psychologique : ces agitateurs professionnels ne sont que des agités, ils se montrent incapables de prendre le pouvoir. Pour Lénine, comme pour tout communiste orthodoxe, la Révolution ne peut être réalisée que par une habile combinaison de légalité et d'illégalité. Notons que cette conception de la Révolution est celle d'un Mussolini, lançant partout ses squadristes, occupant des villes et des provinces entières et désarmant la police..., tout en se faisant élire député sur une liste d'« Union nationale » et en devenant l'allié du démocrate-libéral Giolitti ! La marche sur Rome n'est-elle pas d'ailleurs le triomphe de la combinaison de la légalité et de l'illégalité ?

Mais cette combinaison, les gauchistes la refusent. Ils ne connaissent qu'un moyen « pur » d'arriver au pouvoir, l'insurrection armée et immédiate. A l'inverse, toute alliance politique avec des forces « impures », toute ruse, tout recul est pour eux une trahison. Cela est déjà vrai des blanquistes qui affirment pendant la Commune : « Nous sommes communistes parce que nous voulons arriver à notre but sans passer par des étapes intermédiaires ». Et à notre époque, la plupart

des gauchistes restent sur ces positions naïves. On le voit à propos de l'Amérique latine. Dans ce sentiment, les P.C. préfèrent, quand cela est possible, rester dans la légalité, ils ne passent pas systématiquement du côté de la guérilla. « Trahison », s'écrie Castro, qui n'a pas oublié la lenteur du P.C. cubain à rejoindre ses maquis, en 1958, trois mois seulement avant la chute de Batista ! « Trahison », reprennent tous les gauchistes européens, rangés derrière la figure du « vrai » révolutionnaire, le Che. Mais Che Guevara est mort, trahi par un complice, la plupart des guérillas sont décimées. Tandis que la machiavélique politique de l'U.R.S.S. commence à porter ses fruits au Chili. Ainsi les faits seuls suffisent à prouver ce que valent les dogmes gauchistes : leur politique romantique s'attache à une figure, le « Che », à un idéal, la révolution armée, et tout cela ne débouche sur rien... ; mais ce sont les communistes orthodoxes qui se rapprochent du pouvoir !

Cet insuccès n'éclaire pourtant pas les gauchistes d'Europe. Pour eux aussi, seule la révolte violente est efficace, et l'on a pu voir « Rouge », dans son numéro 1, écrire : « Seule l'action directe permet de faire aboutir des revendications ». Ainsi ce journal renoue (involontairement) avec la tradition blanquiste et avec certains « anars » de la fin du XIX^e siècle, friands d'« action directe » (ce qui se réduisait souvent à abandonner une bombe dans une rue passante). Mais l'essentiel pour ces terroristes était de rompre avec les méthodes légales des partis socialistes. L'on ne s'étonnera donc pas de voir, à notre époque, un dirigeant maoïste, Régis Bergeron, écrire un éditorial sur le thème (peu « démocratique ») : « Le crétinisme parlementaire continue ». Inutile donc de se soucier du jeu parlementaire ni de l'alliance avec d'autres partis ! Ce qui est visé, on le voit, c'est en fait la vieille technique du « Front populaire », technique qui suppose évidemment des compromissions, mais qui a réussi en Chine et peut encore porter des fruits en Italie. Sans doute les gauchistes ne refusent-ils pas explicitement cette politique, mais en France ils la rendent impossible par leur sectarisme et par leur condamnation systématique de tous les dirigeants socialistes ou radicaux. A cette voie pacifique de passage au socialisme, ils préfèrent en réalité le seul

procédé « pur », l'insurrection immédiate. Car croire que la révolte ne peut réussir actuellement et donc retarder son explosion, cela constitue déjà une trahison ! Aussi les gauchistes, ces éternels orphelins de mai 68, renouent-ils avec l'intarissable mythe du « Tout était possible ». Le programme de l'A.J.S., exposé sur le numéro 1 de « Jeune Révolutionnaire », est centré sur ce slogan, et il retrouve les accents des trotskystes après 36, pour dénoncer l'attentisme du P.C. qui a empêché ce « tout » de devenir réalité.

« Tout est possible ». C'est cet espoir qui caractérise sans doute le mieux la conception gauchiste de la Révolution : révolution immédiate, révolution sans compromis, révolution par la seule lutte armée. Telles sont les naïvetés du gauchisme, telles que Lénine les dénonçait en 1919, telles qu'elles se perpétuent encore de nos jours.

Seulement certains gauchistes ont compris qu'il est difficile de prendre le pouvoir. C'est le grand fossé idéologique entre les trotskystes et les maoïstes. Pour les seconds, le pouvoir est en train de s'effondrer, il faut le harceler, l'attaquer sans cesse, se révolter immédiatement. Pour les premiers, au contraire, le pouvoir tend à se renforcer, il est en voie de fascisation : dès lors, la révolution devient un but plus lointain, il s'agit d'abord de préserver les capacités d'action des groupes révolutionnaires. Pour cela, il ne faut pas hésiter à rechercher des alliances parmi la bourgeoisie libérale. Ce courant, surtout représenté en France par la Ligue Communiste et dans le monde par les trotskystes frankistes, est donc plus disposé à biaiser et à accepter des compromis. Ces révolutionnaires acceptent de faire passer leur idéal de pureté après les besoins de l'action, afin de mettre en place le pouvoir bolchevique.

Pourtant cet idéal de pureté ne disparaît point, il se déplace seulement : ces mêmes gauchistes exigent une absolue pureté dans l'action une fois le régime communiste installé. Or, la prise du pouvoir par les bolcheviques ne résoud pas tous les problèmes, elle ne fait pas pénétrer l'humanité de plein pied dans une cité idéale et pure. La révolution ne s'épuise pas en un coup d'Etat, elle se prolonge pendant toute la période de la « dictature du prolétariat ». Comme avant la victoire, après la victoire encore, le parti communiste doit

tenir compte de l'existence d'autres forces que lui-même ; il faut composer avec elles, les ménager. Les classes doivent subsister « longtemps après la conquête du pouvoir », nous dit Lénine. Car supprimer les classes, c'est aussi « supprimer les petits producteurs de marchandises. Or ceux-ci, on ne peut pas les chasser, il faut faire bon ménage avec eux ». Ainsi il faut se concilier les classes « petites-bourgeoises », les petits paysans par exemple, ou même les koulaks et les nepmen. On sait qu'un débat opposa Staline, partisan de maintenir en place ces couches bourgeoises pendant un certain temps encore, et Trotsky, convaincu qu'il fallait briser tout de suite ces forces contre-révolutionnaires. C'est l'un des points de désaccord qui préfigure, dès les années 25, la future scission trotskyste. Plus tard, ces mêmes trotskystes devaient se déchaîner contre la faiblesse des communistes orthodoxes face à une nouvelle couche sociale, la bureaucratie. Mais c'est que la bureaucratie est indispensable en régime révolutionnaire, et Lénine l'esquissait lui-même ! Elle est le parti qui se transforme lorsque son rôle n'est plus de renverser l'Etat, mais de s'en servir ; et peu à peu, à force de se servir de l'Etat, le parti s'identifie à lui. Ainsi les objectifs du parti sont peu à peu confondus avec ceux de l'Etat, voire avec ceux de la nation. Chacun sait maintenant combien la doctrine communiste est liée à l'impérialisme soviétique, si bien qu'il est difficile de savoir lequel est le moyen et lequel est le but aux yeux des dirigeants de Moscou.

En tout cas, officiellement, l'U.R.S.S. n'aspire toujours qu'à délivrer les peuples « opprimés » ; mais cette libération doit se faire toujours selon le même schéma, sans guerre violente ni insurrection brutale. C'est toute une nouvelle série de problèmes, ceux de la Révolution permanente et de la coexistence pacifique, qui se posent ici. Pour les communistes orthodoxes, la révolution mondiale ne peut se faire à la légère. Il faut consolider la Révolution quand elle a triomphé dans un pays, et attendre les circonstances favorables pour grignoter un nouveau morceau du monde libre. On le voit, un tel raisonnement est bien dans l'optique de Lénine : puisque la Révolution n'a pas triomphé dans tous les pays, il faut accepter cette situation de fait, il faut biaiser avec un ennemi plus fort. La théorie du « socialisme dans un

seul pays » de Staline et celle de la coexistence pacifique, de Khrouthchev, partent de ce même principe. Dans les deux cas, il s'agit de choisir son heure avant de passer à l'attaque. Mais cela, les gauchistes ne l'acceptent pas. Trotsky se sépare de Staline au nom de la « Révolution mondiale », c'est-à-dire définitive et universelle de toutes les forces révolutionnaires contre toutes les forces conservatrices. L'idéal des gauchistes actuels n'est pas différent, et c'est sans doute, parmi leurs thèmes de combat, celui qui a eu le plus de retentissement sur les jeunes. Comment concevoir qu'un pays de Démocratie Populaire (le Vietnam du Nord) soit écrasé par les bombes sans que l'U.R.S.S. ne déclenche les « chiens de la guerre » ? Ce capitulationnisme de Moscou paraît encore plus méprisable au jour de l'intervention en Tchécoslovaquie. Il y a comme un partage du monde, une complicité entre les deux grands ; les Russes se contentent dès lors de défendre leur vaste empire ! A l'inverse de cette politique conservatrice, la lutte des vietcongs montre comment l'on peut lutter contre la plus puissante force militaire de l'Histoire. Elle renforce la conviction gauchiste que l'on peut triompher des forces réactionnaires dans une lutte armée.

La vraie solution révolutionnaire, encore une fois, c'est la révolte immédiate et guerrière contre un pouvoir qui ne peut pas avoir le soutien populaire. Voilà la vision romantique qui anime les gauchistes, même s'ils ne l'avouent pas toujours. Ce qu'ils ne peuvent pas réussir en France, ils l'encouragent du moins en Amérique du Sud et au Vietnam. De là aussi leur mépris pour la lutte terne et quotidienne de la voie légale. Ils souhaitent une révolte qui entraîne spontanément les masses derrière eux. Aussi y a-t-il souvent chez eux une méfiance pour la construction d'un Parti.

C'est le dernier caractère gauchiste analysé par Lénine. Sans doute tous ces révolutionnaires nourrissent-ils le rêve de reconstruire un nouveau P.C., un vrai P.C. Sans doute proclament-ils leur adhésion à la conception léniniste d'un parti militaire, fortement organisé et acceptant parfois les tâches « légales ». Mais souvent, on est en droit de se demander à quoi ressemblerait l'armée de ces militants débraillés et inconstants. Car trop souvent, ils retrouvent

les accents des communistes allemands de 1918, auxquels Lénine reproche de distinguer deux partis : « L'un est le parti des chefs, l'autre est le parti des masses ». Et ces communistes allemands de refuser le principe du chef dans le P.C. ! Lénine, sans doute, comprend ces réticences et il les explique en incriminant le rôle néfaste joué par l'« aristocratie ouvrière » ; contre de tels « petits-chefs », qui encadrent le prolétariat pour mieux le paralyser, il faut lutter ; mais pour lutter, justement, il faut un parti organisé, une dictature qui sera en même temps celle des chefs et des masses. Le parti communiste a besoin de chefs ; attaquer systématiquement le principe d'autorité, cela est une position gauchiste qui revient à affaiblir le parti, à désarmer les combattants de la Révolution.

Or cette attaque contre les petits-chefs, qu'ils soient contre-maîtres ou dirigeants syndicaux, est justement devenue l'un des leit-motiv de tous les journaux maoïstes, surtout de la « Cause du Peuple ». D'autres gauchistes mènent le même combat contre le « parti des chefs », en dressant la vieille défroque d'une « union ouvrière » qui « sera large », assurent-ils, au moment même où ils en excluent d'avance tous les syndicats et les partis ! La formule est de Lénine et date de 1919. On la croirait faite pour l'A.J.S., mouvement connu pour ses appels à l'union entrecoupés d'insultes sectaires à l'égard de tous. Il n'est que de lire « Jeune Révolutionnaire », leur organe : « L'A.J.S. n'est pas une organisation de type bolchevique, fondée sur les principes du centralisme démocratique, mais une organisation communiste de masse..., un syndicat de défense de la jeunesse ». Ici l'appel à l'union des masses n'est bien sûr qu'un moyen de noyer dans la foule les cadres, les intermédiaires et les organisations, afin de sauvegarder le caractère spontané de la révolte de ces masses, et pour briser tout espoir de « compromis ».

Car c'est bien ce principe, le refus de compromis, qui anime toute la révolte gauchiste ; et c'est au contraire la nécessité de certains compromis que Lénine a mis en évidence, et Mussolini... en action ! Seulement on peut se demander si, dans ce jeu politique difficile, dans ce mélange détonant d'activité légale et d'action illégale, les communistes orthodoxes n'ont pas exagéré dans le sens de la légalité. Il y a,

au moins dans les pays occidentaux, un affadissement des « révolutionnaires communistes » qui leur donne la teinte du réformisme. Les P.C. sont-ils encore décidés à prendre le pouvoir ? Certains gauchistes ont pu en douter, tant les orthodoxes se réjouissaient de donner une « nouvelle image de marque » au parti. A force de se croire le plus habile à négocier des « compromis indispensables », le P.C. ne s'est-il pas tout bonnement compromis ? En tout cas, une foule de petits détails se sont accumulés comme autant de touches de peinture pour constituer le portrait d'un parti embourgeoisé et réformiste. Le cortège des pères de famille de la C.G.T. avait vraiment peu de relief, le 1^{er} mai, face aux cris, à l'éclat, aux slogans et aux couleurs des défilés gauchistes. Penser que les dirigeants du P.C. se sont achetés des voitures de luxe et qu'ils ont envoyé leurs commandos de nervis massacrer les meetings tenus par les prochinois en faveur du Vietnam ! Une telle image de marque a de quoi déconsidérer les communistes orthodoxes auprès des jeunes. Le P.C. se retrouve ainsi dans une situation semblable à celle des partis socialistes d'Europe après la guerre de 14-18, lorsqu'ils participaient à des gouvernements « bourgeois » et envoyaient en prison les militants pacifistes. C'est de cette atmosphère d'ailleurs qu'est sortie la première vague de gauchisme, celle qu'analyse Lénine. C'est l'époque où les plus intransigeants des militants se lancent dans des combats armés, le plus souvent sans espoir. Et Lénine d'expliquer : « L'anarchie a été une sorte de punition pour les péchés opportunistes du mouvement ouvrier ». Ce que l'on reproche alors aux « opportunistes », c'est de ne pas vouloir faire la Révolution, exactement ce que les gauchistes de nos temps reprochent aux « orthodoxes », ne pas avoir voulu la révolution en mai 68 ! En ce sens, le gauchisme pourrait n'être qu'un symptôme de santé, un aiguillon capable d'activer des bureaucraties syndicales qui ont perdu, dans le travail continu des revendications quotidiennes, leur jeunesse.

Mais le gauchisme n'est pas que cela. Il combat le réformisme, et cela est utile pour la révolution communiste. Mais il va trop loin dans l'autre sens. En réalité, incapable de biaiser, il ne réussit pas à s'adapter à des situations difficiles. Car il est des moments où les vrais révolutionnaires doivent

accepter toutes les alliances, tous les compromis, afin de donner un nouvel élan à leur action. Par exemple, après l'écrasement de la révolte de 1905 en Russie, les communistes de gauche refusent-ils tout rapprochement avec les menchéviks ou les Socialistes-Révolutionnaires, ils ne veulent même pas être représentés à la Douma ou dans les syndicats mis en place par le gouvernement : ces organismes sont comme souillés par le contact du pouvoir ! Ainsi, à une stratégie qui conseille la prudence et l'ouverture « à droite », les gauchistes substituent un réflexe instinctif : l'obsession d'être récupérés par le pouvoir. Ils préfèrent rester isolés, seuls exposés aux coups de la répression. Comme les primitifs des terres australes, ils craignent de perdre leur âme au contact d'un être tabou, ici les réformistes !

Car les causes réelles du gauchisme ne sont pas d'ordre politique : ce n'est pas la volonté de donner au communisme les moyens de vaincre ; c'est un désir quasi-morbide de pureté. Qu'il s'agisse là d'une réaction psychologique, et non d'une décision mûrement réfléchie, c'est encore Lénine qui le proclame. L'attitude gauchiste n'est que « sentiment révolutionnaire » auquel un vrai communiste substituerait une « tactique révolutionnaire ». Et ce fait psychologique s'appuie sur un phénomène d'âge : ces gauchistes sont des jeunes, plus fanatiques, plus dévoués, mais aussi (et ici Lénine ne craint pas l'accusation de « racisme anti-jeunes ») plus « bêtes ». « Les jeunes ne sont-ils pas faits pour débiter un certain nombre de bêtises pareilles ? » Le gauchiste se caractérise donc par une primauté accordée aux réactions impulsives au détriment de l'analyse politique. Cela repose à nouveau sur un autre trait psychologique : l'attachement fanatique aux principes, un intellectualisme abstrait qui consiste à croire que ce qui a été fait une fois doit être toujours répété, élevé au niveau d'une loi absolue. Pour Lénine, toute expérience réussie une fois, si elle est transposée aveuglément, sans esprit critique, en d'autres circonstances, est désastreuse. En un mot, ce que Lénine reproche aux gauchistes, c'est de trop croire à la doctrine marxiste, de trop vouloir l'appliquer telle quelle dans la réalité ! Ce défaut vient bien sûr de leur intellectualisme, lié lui-même au culte mythique des

expériences du passé (La Commune, La Révolution d'Octobre...). On ne s'étonne donc pas que le gauchisme soit particulièrement puissant parmi les étudiants, armés d'une certaine connaissance du passé, assez sûrs d'eux-mêmes pour critiquer leurs chefs, et assez coupés des réalités pour croire les principes marxistes applicables tels quels. Pour contrer tous ces défauts, Lénine préconise le développement d'un état d'esprit différent, d'une méthode de pensée plus réaliste, appuyée avant tout sur l'étude de l'Histoire. Il faut développer la conscience des « particularités propres à chaque pays » ; il faut savoir que « des distinctions nationales existent entre les peuples et les pays (distinctions qui subsisteront longtemps, même après l'établissement du prolétariat à l'échelle mondiale) ». Cette transformation de la mentalité des militants entraînés vers le gauchisme les éloignera en même temps de la tentation anarchiste, très forte sur ces gauchistes épris d'individualisme : « Il (l'anarchiste) est instable, prompt à retourner à l'apathie ou à montrer un engouement enragé pour telle ou telle tendance bourgeoise à la mode ».

Et pourtant, même après cette condamnation sans appel du gauchisme (il est lié à des phénomènes petits-bourgeois !), Lénine n'oublie pas que beaucoup de ces jeunes sont des frères égarés du communisme : ce sont souvent d'« excellents révolutionnaires », qui, avec étonnement, peuvent obtenir dans les milieux ouvriers des résultats parfois très supérieurs à ceux des communistes du parti. Ainsi, Lénine n'oublie pas que gauchistes et communistes sont de la même famille, qu'ils travaillent, avec des méthodes différentes, à la même révolution, et que les premiers font le jeu des seconds. Gauchistes et communistes sont ainsi, il ne faut jamais le perdre de vue, le moteur à deux temps de la Révolution.

D'ailleurs, les gauchistes marxistes sont bien conscients de cette complicité. Ils se défendent souvent d'être « gauchistes ». Ce sont eux qui se proclament les « vrais communistes ». « Rouge » condamne ce qui est « gauchiste et aventureux ». L'A.J.S. a l'impudence de stigmatiser « l'anticommunisme des petits bourgeois enragés qui, une fois leur rage retombée, se retourneront contre le prolétariat ». C'est qu'en effet les marxistes du gauchisme trouvent à leur « gauche » un nouveau groupe qui veut lui aussi faire la révolution, mais par

des moyens totalement nouveaux, au nom d'idéaux originaux. Ces « néo-gauchistes » (comme ils s'appellent parfois eux-mêmes) ne sont pas nés en Russie comme Trotsky, ni pendant la Commune, avec les blanquistes, ni de la Chine révolutionnaire de Mao. Ils viennent des U.S.A. et des pays riches du Nord de l'Europe, ils portent en eux toute une société libérale et un passé de progrès facile. Si les gauchistes marxistes sont les enfants terribles de Marx, on peut dire de ces nouveaux gauchistes qu'ils sont les enfants terribles de Freud... et de Coca-Cola !

Les nouveaux gauchistes.

Ce qu'il faut bien comprendre d'abord sur ces « néo-gauchistes », c'est que leur mouvement est encore à l'état de naissance, chaotique et embryonnaire. Il est difficile de lui trouver une unité, car, ils le proclament eux-mêmes, ces gauchistes veulent « Tout », et le contraire de tout ! Ils subissent encore des influences diverses, celle du marxisme, celle de la psychanalyse, celle du « phénomène pop ». Peut-être même ne sont-ils que le lieu de rencontre provisoire de tous ces courants qui animent le monde moderne. Mais, en tout cas, ils se distinguent nettement des autres courants révolutionnaires par leur manière de poser des problèmes radicalement nouveaux. Car ils ne se placent plus guère sur le terrain marxiste de l'économie et de la lutte des classes.

Leur conception de la Révolution est donc tout à fait originale. Celle-ci ne peut plus être le fait d'un prolétariat qu'ils voient intégré et embourgeoisé. Il faut donc chercher de nouvelles couches révolutionnaires, et ils les trouvent dans le sous-prolétariat immigré, les peuples « exploités » du Tiers-Monde (cf. les théories de Frantz Fanon), ou bien, surtout, la jeunesse, les étudiants. Ce sont là des idées directement issues de Marcuse, mais dont on trouve des échos chez nombre d'intellectuels américains (ainsi chez Galbraith). Et tout le mouvement révolutionnaire américain (Yippies, Weathermen) se réclame de ces théories, résumées par l'un de leurs chefs, Hayden : « La jeunesse représente aujourd'hui un facteur plus important que la classe ouvrière ». C'est elle qui doit faire la Révolution.

Mais de cette Révolution, les objectifs aussi sont différents. Sans doute il s'agit bien d'instaurer une société communiste, sans propriété privée, de liberté et de bonheur. Mais ce « bonheur » prend pour ces gauchistes une saveur toute différente de ce qu'il peut représenter pour un Krivine. C'est un bonheur inorganisé, anarchique, improvisé, et souvent il va à l'encontre du progrès et de la Société de consommation.

Un exemple typique en est offert par les Kabouters. Ce mouvement, né en Hollande sur le cadavre des groupes « provos », s'est donné pour but d'instaurer une société nouvelle dans le cadre de la « communauté urbaine ». Ainsi, paradoxalement, il devient conservateur par bien des aspects. « L'habitat traditionnel nous permet seul de rester ensemble », disent les Kabouters. Et ils défendent les vieux immeubles insalubres contre les bulldozers ! Ils ont des conseillers municipaux à Amsterdam ainsi que dans d'autres villes du pays, et ils s'appuient sur un programme précis, souvent sympathique : action contre l'auto, égalisation des salaires, aide aux vieux, hygiène du milieu, promotion de l'art populaire... Et leur chef, Guy Kilian, a défini le caractère foncièrement réactionnaire de tout cet ensemble : « Ce que nous voulons, c'est une politique de l'expérience, concerner les gens par des actions qui leur redonnent le souvenir des appartenances communautaires ».

Par haine de la société de consommation, née des progrès du XIX^e siècle, ces néo-gauchistes retrouvent les vertus de la société rurale d'avant l'industrialisation. On le voit, leur conception de la « révolution » est assez confuse, et leur but n'est pas très net. Quant à leur action, elle est, comme il se doit, totalement anarchique. Ces mêmes Kabouters, tout en se présentant aux élections, utilisent les méthodes classiques de la non-violence (occupation des immeubles qui vont être détruits...). Et ils ont eu le mérite de redécouvrir le vieux thème anarchiste de « double pouvoir », en le rajeunissant par une teinte d'humour et de canular. C'est ainsi qu'ils ont créé leur propre Etat, celui d'Orange ; en vertu de quoi ils plantent des arbres au beau milieu des rues (toujours la lutte contre la pollution !) et crient à l'incident diplomatique si la municipalité veut enlever ces arbres ! On est

loin de l'armée des militants rêvée par Lénine, on est loin du sérieux des trotskystes ! Mais le journal « Actuel » dépasse encore le « dilettantisme » des Kabouters : « La critique du militantisme, la liquidation définitive de *l'homo politicus*, celui qui ne veut pas vivre dans le présent, est le dernier bastion à prendre. Les militants (même ceux de la révolution sexuelle) ne sont pas ceux qui baisent le plus ». Comme acte totalement révolutionnaire, ce même journal donne en exemple le canulard organisé par les situationnistes de Strasbourg : ils se firent élire à la tête du bureau local de l'U.N.E.F., et disparurent avec la caisse en laissant comme souvenir une brochure intitulée « De la misère en milieu étudiant ».



Tout cela n'est pas très sérieux, dira-t-on. C'est vrai. Et c'est pourtant avec de telles méthodes que les Kabouters ont recueilli 11 % des voix à Amsterdam en juin 1970. Il y a chez ces anarchistes une attitude, un style de vie qui peut avoir autant d'efficacité politique qu'une action sérieuse et suivie. Car ce mouvement néo-gauchiste, peu efficace sur le plan de l'action directe, se prolonge en un vague romantisme qui laisse peu de jeunes indifférents. Tiennot, militant de V.L.R., interviewé par le journal « Actuel » expliquait : « Il faut ramener le romantisme révolutionnaire dans le mouvement ». C'est ce romantisme qui a éclaté sur les murs en mai 68, et ce sont ces simples slogans qui expliquent le mieux cette brève insurrection. On y trouve beaucoup de tristesse et de mélancolie (le slogan le plus répété était sans doute « Ne vous emmerdez plus, emmerdez les autres »), compensées par une vague aspiration à un bonheur aussi indéfini qu'ardemment désiré : « Le bonheur est une idée nouvelle en Europe », lisait-on à Censier en une formule reprise de Saint-Just, à côté de « Je décrète l'état de bonheur permanent » ou de formules du genre de celle-ci : « Le rêve est réalité ». Un aspect moins connu de ce romantisme est sans doute l'attrait de la violence, au moins auprès de certains : « Vive le viol et la violence ! », écrivait-on à Nanterre. Et cet appel à la violence est entouré d'un halo prestigieux et

grandiose, comme le prouve cette référence à Vallès, un peu grandiloquente : « Je sus que dans l'histoire on avait le droit de se révolter, pourvu qu'on jouât sa vie ! » A côté de cette exaltation de la guerre révolutionnaire, l'aspect le plus connu et le plus frappant de ce romantisme de mai 68 reste bien sûr l'aspiration à la jouissance. Elle est partout réclamée, sous toutes ses formes, sexe et drogue. Elle est même, pour beaucoup de ces gauchistes, l'origine personnelle de leur révolte et de leur revendication essentielle.

L'univers des « nouveaux gauchistes » européens tend à rejoindre celui des jeunes américains dont le gauchisme n'a que peu varié depuis sa naissance. Le climat de grande politisation et la parcellisation traditionnelle des partis ont engendré, sur le vieux continent, le gauchisme tel qu'il est, c'est-à-dire très divisé et très méfiant à l'égard de ce qui n'était pas purement politique. Aux U.S.A., au contraire, avec le mouvement hippy, le gauchisme était d'emblée esthétique et s'assurait de ce fait une unité appréciable : intégrant la « politique » dans un ensemble beaucoup plus vaste et se refusant à toute exclusive, il se voulait en continuité avec tout ce qui s'était fait parmi les jeunes de ce pays, y compris même les *rock'n rollers* comme Elvis Presley et les « blousons noirs » à la James Dean. La situation en France était tout à fait opposée : parallèlement à la naissance des austères petits partis gauchistes, une atmosphère, un style venus pour l'essentiel des U.S.A. par le canal de la musique et de la mode s'étaient implantés dans l'esprit d'une bonne partie de la jeunesse. Mais pendant assez longtemps, ce style que l'on commençait déjà à appeler « pop », apparut comme importé en Europe et cela pour le plus grand bien du commerce international : c'est le très peu révolutionnaire Antoine qui lança la mode des cheveux longs et des chemises et cravates à fleurs. Depuis lors, il y a toujours des cheveux longs, des fleurs et des chemises à fleurs, mais de cravates, point : entre temps, il s'est passé une petite révolution. Ce qui ne concernait que de jeunes « minets », des industriels de la publicité et des affaires, devenait le fait de beaucoup de jeunes et même d'enragés de la politique : on a vu ainsi, au début de 1971, un certain nombre de militants maoïstes, fanatiques de musique pop et des arts

du sexe se regrouper pour fonder un nouveau mouvement fort différent de tous les autres et proche en bien des points des tentatives américaines, V.L.R., ou en toutes lettres « Vive la révolution ! » Un cri du cœur, un souffle nouveau, un nom qui change des pesantes et pompeuses appellations habituelles. V.L.R. n'aura d'ailleurs pas vécu longtemps puisque, quelques mois après sa création, ses responsables le dissolvent d'eux-mêmes : ils se sentaient coupables d'avoir créé une force qui se dressait contre les autres mouvements gauchistes. Cette force, malgré qu'ils en aient, ne se développera que mieux et plus librement en dehors de tout parti ; le gauchisme « esthétique » issu de la conjonction du style né aux U.S.A. et du gauchisme proprement européen est donc bel et bien implanté en France et il vient même à se trouver en opposition avec le gauchisme marxiste.

Comparons à cette évolution qui a abouti à une cassure la situation aux Etats-Unis : nous y relevons que la continuité et l'unité étaient de règle. Cette continuité profonde n'a pas empêché le gauchisme américain de s'infléchir depuis quelques années et c'est ainsi que le mouvement hippie n'étant plus assez politisé aux yeux de ses chefs se transforme en 1968 en mouvement Yippie (Young International Party). En fait, Jerry Rubin et Abbie Hoffmann, deux de ses principaux responsables, se contentèrent d'officialiser un nouvel état de fait : les jeunes étaient passés de l'état hippie à l'état yippie, ce que Jerry Rubin explicite dans « Do it » : « Yippie, c'est comme un croisement hybride de gauchiste et de hippie ». Abbie Hoffmann précise : « Yippie : plus politique, plus militant, plus organisé ». Les options politiques restent bien évidemment les mêmes (révolution sociale à l'intérieur, fin de la guerre du Vietnam), mais les moyens de protestation et de revendication changent : les yippies deviennent dans certains cas partisans de la violence et de ces attentats à la bombe dont les Weathermen se sont faits les spécialistes.

Pascal YAGUE.

L'Importance de la « Droite » dans la lutte anticomuniste

L'attitude nettement timorée de la démocratie actuelle devant l'activité subversive du communisme, ses compromis lamentables, ses défaites retentissantes, son légalisme juridique étroit et tatillon (qui n'est rien d'autre que le paravent de sa lâcheté), démontrent indubitablement que la « droite », la droite spiritualiste, a un fondement réel, qu'elle constitue le seul rempart redoutable contre les attaques de l'extrême-gauche et la seule garantie d'une victoire certaine sur les forces du communisme envahisseur. L'explication est du domaine de la logique et de l'expérience positive. On sait que dans l'ordre de n'importe quel phénomène, qu'il soit physique, psychologique ou social, pour qu'une force puisse être neutralisée ou équilibrée, il faut employer une force contraire égale. Sans quoi, il n'y a pas de réaction compensatrice.

Dans le cas du conflit à l'échelle mondiale qui oppose l'idéologie communiste au monde libre, la démocratie ne constitue pas l'élément véritablement contraire, opposé, de la gauche. Ayant perdu ses vertus spécifiques, qui lui avaient valu la domination du monde, la démocratie se trouve spirituellement désarmée devant la mystique du communisme révolutionnaire. A une tendance de cette nature, on ne peut pas opposer avec succès l'attitude d'une société assagie, attachée à ses principes tièdes, à ses préjugés et surtout, à ses privilèges. Il faut faire appel à un autre genre d'action,

à une force structurellement révolutionnaire, capable de contrecarrer les agissements communistes en leur opposant une doctrine et une politique sensiblement du même genre et du même poids en tant qu'énergie vitale et volonté de combat, mais placée à son antipode du point de vue spirituel. Car, *ce n'est que le spirituel qui puisse affronter victorieusement l'offensive rouge*. Et ce « *spirituel* » se trouve en abondance dans les mouvements politico-sociaux de droite et extrêmement peu dans les doctrines démocratiques.

Ce n'est pas vouloir diminuer l'importance de la démocratie que de faire cette affirmation. Ses fondements doctrinaux restent excellents. Mais la démocratie a vieilli et, par la force des choses, elle a perdu de son élan vital. De plus, elle ne peut pas affirmer qu'elle possède cette mystique qui crée les héros, les personnalités capables de tout sacrifier pour une idée. Cette catégorie de gens existe sans doute, mais ils ne rallient guère les filières des partis démocratiques ; ils appartiennent à la droite spiritualiste. Dans cette *droite* se sont concentrés toutes les bonnes volontés, toutes les personnes conscientes du danger que court l'humanité, tous ceux qui réprouvent le matérialisme athée du communisme et méprisent le matérialisme tout court, qui submerge de plus en plus la démocratie.

Une hypocrisie généralisée a envahi le camp démocratique et l'a transformé en un conglomérat d'indécis. On s'y grise de paroles et de principes que personne n'applique ; on prend des décisions que personne n'exécute. Le byzantinisme le plus détestable y règne en maître tandis qu'aux alentours, un monde nouveau, violent, ambitieux et sans scrupules, forge son avenir à sa manière. On le connaît, on le voit à l'œuvre, on le craint et par-dessus tout, on voudrait le combattre, mais une inertie doublée d'une sénilité irrésistibles empêchent toute prise de position énergique, capable d'enrayer l'avance de ce monde aveugle, cruel et impitoyable, mais plein d'élan conquérant.

Il n'existe pas de fatalité historique, économique ou autre, dans la détermination de l'avenir des nations. Il y a les circonstances, la capacité de jugement des élites et la prévoyance des gouvernants. La moindre altération d'un de ces éléments peut contribuer à la défection de l'ensemble. C'est

ce qu'on constate de plus en plus dans notre monde, malgré la prospérité matérielle qui y est indéniable.

Si les circonstances peuvent, dans une grande mesure, influencer la marche des événements, les élites politiques d'une nation jouent un rôle décisif dans l'établissement des normes de conduite et de la tenue de l'homme aux moments importants de la vie nationale. Tout revient aux normes établies en doctrine et appliquées en pratique par les élites.

D'autre part, l'élan combatif et la force de sacrifice de l'homme sont en proportion directe avec les principes inculqués par la doctrine ou l'idéologie à laquelle il adhère. L'ambiance spirituelle qui l'entoure ou qui l'a formé décide de son attitude aux moments difficiles ou décisifs de l'existence nationale. L'individu peut être un produit de la couche sociale où il vit, mais plus profondément il dépend de l'ESPRIT qu'on lui a façonné. C'est pourquoi il y a tellement de différences entre les membres d'une même nation.

Dans l'ordre international, des impulsions et des tendances divergentes animent les idéologies contemporaines, provoquant des attitudes contradictoires dans l'âme de l'individu. L'idéologie communiste est imbibée de matérialisme, d'athéisme et de mépris pour la personne humaine. Seul le « collectif » compte et l'homme, pour être « heureux », doit s'y fondre, comme dans un amalgame chimique. L'esprit en tant qu'élément constitutif de l'être humain, en tant que ressort puissant d'élévation morale, n'a que faire dans ce monde froid et calculé. Le communisme a réussi cependant à infiltrer dans l'âme du partisan une sorte de frénésie pour la lutte et pour la victoire de son idéologie, qui le rend combatif et prêt au sacrifice.

Le communisme n'a pas besoin de plus. Il lui faut des bras forts et des esprits peu curieux, dociles, dépourvus de personnalité. L'individu façonné d'après les canons communistes est *un conformiste dans l'ordre politique et un monstre impitoyable dans l'ordre moral*. C'est pourquoi l'idéologie communiste est, elle aussi, une monstrueuse machine révolutionnaire, car elle est assurée de l'obéissance du robot humain et de sa force de destruction. On n'a qu'à commander pour se voir obéi, même surpassé dans ses prévisions, par l'audace du fauve humain, prêt toujours à s'embarquer dans des entre-

prises qui le dépassent, qui assurent la satisfaction de ses penchants cruels et violents, et qui lui donnent le sentiment flatteur de sa présence dans l'histoire.

Le communisme a créé un individu sans âme, haineux, conformiste et borné, mais il lui a inculqué une confiance illimitée dans les moyens employés et la conviction dans la victoire révolutionnaire. Le communisme a réussi à faire de ses adeptes des combattants redoutables et des individus prêts à mourir pour la cause. Ce qui montre qu'on peut mourir aussi facilement pour une mauvaise cause, lorsqu'on la considère juste.

Qu'oppose la démocratie à l'idéologie communiste et à son partisan révolutionnaire ?

La démocratie moderne, dans toutes ses formes et dans tous les pays, a créé elle aussi un type d'individu, qui représente le prototype d'une évolution séculaire. Cependant, le splendide « *principe de la liberté* » qui constitue la partie la plus respectable de la doctrine démocratique, a laissé les voies libres à une interprétation erronée de son principe de base. La mentalité créée est devenue anarchique, l'interprétation glissant du principe de la liberté de penser, d'agir, etc..., en conformité avec les lois et les coutumes, avec les règles morales et le principe de justice, vers le *droit de tout faire* si l'on est capable de détourner en sa faveur les lois et les principes. Ce qui a engendré un égoïsme féroce et une lutte impitoyable entre les individus pour s'assurer des privilèges, puis, pour les défendre. La démocratie a donc créé « *l'opportuniste* » en tant que classe sociale.

Dans cet ensemble anarchique et dans cette atmosphère spécifique, l'opportunisme, l'incapacité de sacrifice, l'absence de l'héroïsme et de l'action désintéressée, ne sont que des conséquences logiques. Le résultat est autrement décevant : le type humain de ce genre de civilisation ne peut pas être un combattant dans le sens révolutionnaire, ni un homme de courage, un homme d'opinions directes. Trop imbu de sa mentalité opportuniste, il est convaincu de pouvoir s'arranger dans n'importe quelle circonstance, sous n'importe quel régime, même communiste, malgré les exemples désastreux que l'histoire récente lui met sous les yeux.

Il n'a pas la fierté du régime démocratique qu'il représente et incarne, bien qu'il en fasse grand cas avec force bruit. Ce qui l'intéresse, c'est d'en profiter largement et, si les choses changent, qu'il continue à en profiter. Les scrupules ne l'étouffent point. D'ailleurs, la démocratie ne doit pas s'en plaindre. Elle a enfanté l'individu qu'elle mérite. C'est elle qui lui a ouvert les perspectives qui ont abouti à la piètre position politique internationale des démocraties actuelles. Car les défaites ne sont pas toujours imputables à la supériorité écrasante de l'adversaire, mais le plus souvent à l'incapacité, au manque de vision ou à la perte de tout élan héroïque de ceux qui militent en faveur des idéaux démocratiques.

L'homme bourgeois a perdu tout sentiment d'héroïsme et tout désir de lutte pour le progrès. Il a atteint un plafond qu'il lui est impossible de dépasser et qu'il est incapable de saisir dans toute sa tragique perspective.

Il vit dans une atmosphère spirituellement stagnante, dans un bien-être relatif qu'il ne veut pas lâcher et qu'il considère suffisant pour satisfaire l'humanité. Il juge la vie de tous par le prisme de son propre bonheur. L'individu embarqué dans une pareille voie est incapable de saisir les convulsions des couches dites prolétaires ou inférieures et, ce qui est pire, *il est incapable de s'analyser lui-même*. Il vit dans son égoïsme forgé et forcené, étranger aux multiples problèmes que la vie moderne nous pose sans cesse. De plus, ayant perdu les vertus héroïques, il est capable de n'importe quel compromis, de n'importe quelle bassesse, pour maintenir ses privilèges. Il n'a plus le sens de l'honneur, de la responsabilité, du combat ; il est obnubilé et paralysé par la crainte de perdre ses privilèges.

Dans ces conditions, en faisant un parallèle entre les deux tendances dominantes à notre époque, surgit infailliblement la question suivante : la démocratie, dans sa forme actuelle, avec sa mentalité et ses reculs, avec ses compromis et son manque de vertus cardinales, sera-t-elle capable d'affronter longtemps encore le déploiement violent et persévérant de l'idéologie marxiste ? « *L'individu bourgeois* » pourra-t-il se mesurer à « *l'individu communiste* » et, dans cette confrontation sans merci, sortira-t-il vainqueur ? Le problème n'est

pas immédiat ; les démocraties jouissent encore d'une situation politique remarquable. Mais il doit être posé, car une accélération de la dynamique révolutionnaire est toujours possible.

Il y a trop de différences profondes entre les deux types d'hommes. Il y a trop de lâcheté d'un côté et trop de confiance de l'autre, pour qu'on ait la moindre illusion sur le résultat final, si les choses continuent à se développer de la même manière et à la même cadence. *Le sort du monde démocratique est scellé*, malgré son fondement excellent et malgré l'absurdité antihumaine du communisme. C'est que l'audace et la tendance révolutionnaire de ce dernier mettent facilement en échec l'attitude indécise et opportuniste de l'autre. L'homme moyen n'est pas capable de se former et de soutenir avec vigueur une opinion par et pour lui-même. Ce serait lui en demander trop. Il a besoin de se sentir épaulé. L'héroïsme n'est qu'un accident dans sa vie. Or, dans une atmosphère où l'on penche vers les attitudes « *chacun pour soi* », il est très problématique de voir paraître des tendances tournées vers le sacrifice et vers la lutte héroïque. Le propre instinct de conservation ne se manifeste plus... La mentalité devient propice aux infiltrations nuisibles. L'individu capitule avec facilité devant la moindre attaque bien organisée.

Retranchés derrière une montagne de lois, les individus vivent dans un « *juridicisme* » exaspérant et fade. Par ce faux légalisme, on arrive à justifier non seulement l'infiltration des idées dangereuses du marxisme, mais à légitimer toutes les défaillances, toutes les lâchetés, toutes les défaites. Une sorte de psychose défaitiste règne partout — fortement soutenue par les marxistes — qui ne fait qu'affaiblir chaque jour davantage les derniers résidus de l'orgueil et de la conscience démocratiques.

La confusion est tellement poussée que personne dans le monde bourgeois ne se révolte plus devant l'anomalie incroyable de voir les forces communistes s'intituler « *démocratiques* », « *nationalistes* », « *patriotiques* », rejeter la propre démocratie et la qualifier de « *fausse démocratie* » ou même d'« *antidémocratie* ». On n'a pas encore vu un seul livre, sorti des milieux bourgeois, qui dénonce avec vigueur l'audace

et l'impertinence des pires ennemis de leurs principes. Une indifférence presque pathologique caractérise les forces libérales, au point qu'on se demande s'il ne s'agit pas là d'un symptôme de sénilité, de dégradation définitive.

Nous ne voulons pas dire que la démocratie est morte ou en train de périr. Nous faisons une simple constatation, qui devrait ouvrir les yeux justement aux défenseurs de la démocratie. Mais, nous ne pouvons pas nous abstenir de constater que cette attitude met en péril la vie de toutes les nations qui se trouvent en dehors du rideau de fer. De toute manière, la tolérance dont on fait preuve envers l'idéologie marxiste et envers les agissements communistes sous prétexte de « *liberté d'opinion* » accélère la ruine de la démocratie en tant que principe politique et de la bourgeoisie en tant que classe.

Est-ce vraiment le respect du droit à la liberté de l'individu et des organismes politiques, qui poussent les démocraties occidentales à traiter avec une pareille complaisance les hordes communistes qui, par tous les moyens légaux et illégaux, s'efforcent de les réduire en poussière ? Ces démocraties sont-elles arrivées à un tel degré de sagesse qu'elles n'ont plus rien à craindre d'une idéologie internationale et révolutionnaire ?

Ce serait faire preuve d'une naïveté par trop enfantine ! Le communisme n'est pas de ces dangers qui menacent sans jamais se traduire en catastrophe. On en a mille exemples d'un bout à l'autre du globe...

Pour nous, il y a deux causes principales qui empêchent les démocraties de saisir et de combattre le danger :

La première, c'est la trop grande *confiance* en leur fortune matérielle, en leurs moyens techniques, en leur longue existence historique. Elles ne peuvent pas imaginer une chute définitive, un effondrement de leur édifice, basé sur la liberté, devant une idéologie reconnue comme nuisible par ses crimes, par sa tyrannie, par sa destruction systématique de la liberté. Ces démocraties vieilles n'arrivent pas à saisir cette vérité humaine que la LIBERTE MEME PEUT DEVENIR PESANTE ET DETESTABLE pour l'individu, si elle fait le jeu des privilégiés et si, derrière elle, se camouflent des iniquités et des abus. La liberté anarchique n'est pas une ambiance

propice pour les masses souffrantes. Les réformes sociales doivent s'accomplir comme des corollaires du célèbre statut démocratique, sans quoi le meilleur principe n'a aucune valeur aux yeux de ces masses.

A quoi peuvent servir les principes démocratiques pour un individu qui se voit évincé partout par les privilégiés ou par les « *sans-scrupules* » ? A quoi peuvent servir les mêmes principes pour les paysans qui sont obligés de travailler sur les « *latifundium* » de quelques hobereaux ? A quoi peuvent servir ces mêmes principes pour les ouvriers qui ne trouvent jamais un mouvement de compréhension de la part des industriels ou des autorités ?

Tous ces individus, pris à part ou en masse, sont susceptibles de grossir les filières des partis marxistes, qui leur promettent monts et merveilles. ILS N'ONT RIEN A PERDRE. L'homme s'accroche désespéré à la première formule qui lui donne l'impression de faire quelque chose pour améliorer son sort. Qu'il puisse se trouver après cela dans une situation pire, il est incapable de le prévoir. Il y a la puissance du désespoir, autant que le désir de se venger, qui contribuent à déterminer son choix.

Ainsi, l'infiltration marxiste augmente au vu et au su des autorités démocratiques, prolifère et prépare l'effondrement d'un monde par le dedans. D'ailleurs, que pourrait-on lui opposer lorsque les arguments communistes flattent les désirs et les « aspirations » des masses, désirs et aspirations que la démocratie considère comme un simple champ d'exploitation et pour la satisfaction desquels elle n'envisage que des palliatifs ! Pour y arriver, il faudrait changer une mentalité enracinée.

Il y a donc, entre la suffisance bourgeoise et l'impudence communiste, des incompatibilités criantes. Cependant, l'individu, acculé à la misère ou insatisfait moralement, se verra toujours attiré plutôt par l'incongruité marxiste (qu'il n'a jamais éprouvée) que par la perspective démocratique (dont il connaît la démagogie).

La deuxième cause est de nature spirituelle. A la tendance communiste, révolutionnaire et combative, on ne peut pas répondre par des attitudes passives et rétrogrades. Or, cet élan enthousiaste, cet esprit de sacrifice, manquent ou plutôt

n'existent plus dans le monde bourgeois. A la mystique prolétarienne, la démocratie ne peut pas opposer une véritable mystique. Elle n'en a plus, il ne lui reste que celle du lucre, de l'opportunisme, de la démagogie, qui n'intéressent pas les masses, mais uniquement les privilégiés et les profiteurs de tous ordres.

Dans ce cas, avec quoi, avec quel argument, peut-on électriser les masses de plus en plus cultivées et conscientes de ces anomalies ? Même si l'homme n'est pas né révolutionnaire, ainsi que le soutient la thèse marxiste, il a besoin d'un but dans la vie, but qu'il puisse idéaliser et servir. Cela fait partie de sa nature.

En dehors de ses buts particuliers, professionnels, littéraires, scientifiques, etc., chaque individu est porté à avoir aussi une finalité politico-sociale. C'est par cette finalité qu'il a l'impression (et en beaucoup de cas c'est vrai) de servir sa nation et de prendre effectivement part au gouvernement de son pays. Mais, actuellement, les choses sont beaucoup plus compliquées. Il ne s'agit pas d'être présent dans une politique, de faire partie d'un parti politique. Il faut montrer de l'attachement et de la foi à une manière de vivre, il faut être capable de lutter et de se sacrifier pour cette manière de vivre qu'on adopte et qu'on respecte.

Tout le drame bourgeois est là ! Dans son monde, les attaches spirituelles invisibles, qui doivent déterminer l'attitude de l'homme envers ses normes, se révèlent extrêmement lâches et vacillantes. L'individu bourgeois ne se sent pas capable d'affronter les aléas, jonchés de souffrances et de sacrifices, d'une lutte avec les forces de la révolution rouge. Tant que le conflit reste dans les limites d'une dispute verbale, tout va très bien. C'est un terrain connu, facilement dominé par la routine séculaire de la démocratie. S'il s'agissait d'une guerre ouverte, où doivent s'affronter des techniques subtiles et des matériaux coûteux, la bourgeoisie pourrait encore faire face et se trouver à la hauteur de sa tâche.

Mais, dans le jeu de la politique actuelle, les forces marxistes évitent autant que possible de déclencher un holocauste général, dans lequel elles pourraient, elles aussi, trouver leur perte. Les tactiques employées sont d'un autre ordre. Elles visent, avant tout, à provoquer *l'inquiétude* et *la peur* dans

les âmes pusillanimes ; à infiltrer *la terreur* dans l'esprit des masses ; à encourager toutes *les lâchetés* ; à fixer, d'une manière subliminaire, la conviction dans la fatalité de *leur victoire*.

Toutes ces techniques sont des attaques indirectes au *spirituel*, des efforts dirigés pour affaiblir la seule partie essentielle, donc capable de renverser les prémisses marxistes, dans l'individu de n'importe quelle catégorie sociale. Car le spirituel est non seulement protecteur, mais aussi combatif, dynamique et révolutionnaire. Annihiler le spirituel, c'est avoir à sa merci individus, masses, sociétés. Dominer le spirituel, c'est pouvoir changer à sa guise opinion publique, mentalité de classe ou de groupe, ordre politique, n'importe quoi...

Or, ce spirituel, tellement méprisé par les marxistes et presque totalement délaissé par les démocraties, a mérité respect et confiance dans les doctrines, justement SPIRITUALISTES, des organisations politiques révolutionnaires de la droite. Nous disons « *révolutionnaires* » nullement pour contrecarrer le terme employé par la gauche extrémiste, mais parce que les mouvements spiritualistes sont les véritables forces révolutionnaires de toutes les époques de l'histoire. Car, dans n'importe quelle secousse politique ou sociale, s'il n'y a pas de modifications d'ordre spirituel touchant et influençant les masses, il sera inutile de parler d'une révolution. C'est-à-dire, les idées mises en branle doivent affecter l'individu EN PROFONDEUR et provoquer en lui des changements durables, et non pas inciter ou exciter superficiellement certaines animosités et revendications matérielles. Ce que sont en train de faire le marxisme et le communisme des quatre nuances : moscovite, chinois, castriste et africain.

Donc, cette « *droite* » spiritualiste et véritablement révolutionnaire représente, à l'heure actuelle, *le seul rempart* sérieux contre les assauts de la gauche et *le seul espoir* pour un avenir plus juste et plus équitable.

On ne doit pas juger ce qui précède sous l'angle des données de la dernière guerre, de la propagande insidieuse employée sans relâche contre les mouvements nationalistes de droite et surtout de la déroute sur les champs de bataille — donc défaite matérielle — des deux gouvernements qui avaient en grande partie appliqué des idées de la « *droite* ».

Les défaites purement matérielles n'entament guère le fonds des normes excellentes, de nature spirituelle, qui constituent les doctrines des mouvements nationalistes. Ces normes, ces doctrines, circulent, inlassables et indestructibles. Ce qui les rend respectables, c'est justement la présence constante du « SPIRITUEL », cette foi inébranlable dans le bien et le juste, ce mépris de l'intérêt égoïste, cette confiance dans l'avenir, cette conviction dans la valeur du sacrifice volontaire, cette force de renoncement et de dépassement intime...

Entre les limites de ce terme : « SPIRITUEL », apanage intrinsèque, substantiel, des mouvements nationalistes, réside la menace éternelle des organisations basées sur la matière et sur le primat du nombre (qu'elles soient d'origine marxiste ou bourgeoise). C'est pourquoi on craint davantage, dans le monde communiste, l'existence plus ou moins active d'un groupe de nationalistes exilés, que les agissements coûteux et soutenus de n'importe quel gouvernement démocratique.

En dépit des circonstances et de la précarité des positions, dans cet affrontement à l'échelle mondiale, dont dépend l'avenir de tant de nations et celui d'une manière de vivre et de penser, on doit reconnaître que c'est aux mouvements nationalistes de droite que revient l'honneur de constituer la véritable armée capable de combattre, dans un élan irrésistible et sûr, dans une confiance inébranlable et fière, les assauts frénétiques des gauches révolutionnaires.

J. BRADESCO.

La vérité sur l'église polonaise (I)

(Lettre au R. P. Maurice VILLAIN, S.M.)

Révérénd Père,

Vous avez bien voulu, après une visite en Pologne, écrire un long article qui a paru dans *Le Figaro* du 9 juin 1970.

Vous dites dans cet article :

« J'ai l'impression de respirer dans le pays le plus catholique du monde — précisons : d'un catholicisme préconciliaire, d'une parfaite conservation et d'une enviable ferveur. Les églises sont envahies, le dimanche, par les foules et, en semaine, à la messe du soir ; à toute heure, la Vierge et les saints y reçoivent leurs dévôts et les confesseurs ne chôment pas. La liturgie demeure strictement latine, à l'exception des textes de l'avant-messe, lus en polonais ; dans les couvents et les monastères s'élèvent toujours les mélodies grégoriennes. Les prêtres portent la soutane et les religieuses leurs costumes traditionnels. ... Ainsi l'Eglise, en ses formes les plus classiques, s'incarne dans le peuple polonais ; elle se montre aussi pleine de santé si l'on en juge par les séminaires qui regorgent de vocations. Mais, à contempler les grands ensembles ecclésiastiques impeccablement restaurés — cathédrales, palais épiscopaux — on ne peut se défaire d'une impression de caste et de richesse. Cela tient

(1) © by Veritas Fondation Press, 4 Pread Mews, Norfolk Place, Londres W 2.

à une volonté concertée de la hiérarchie et du peuple : celui-ci est d'une générosité confondante au service de l'Eglise, qui le lui rend par le dévouement de ses prêtres, la plupart, de fait, accablés de ministère. »

Vous dites encore : « Ce pouvait être vrai à l'époque, ce ne l'est plus aujourd'hui, cinq ans après le Concile, et l'on a l'impression tout juste inverse, à savoir que la Pologne catholique, avec sa mentalité de forteresse assiégée, vit dangereusement sur son passé. »

« Vingt ans de retard sont à rattraper. La mutation ne saurait être rapide pour faire passer le peuple, souvent encore inculte, d'une religion à bien des égards infantile à un catholicisme adulte. »

« Jamais, dans ma longue carrière de conférencier itinérant, je n'ai rencontré d'auditoires plus avides. Les jeunes y étaient nombreux. Je faisais choc en décrivant les merveilles accomplies dans l'Eglise par l'œcuménisme spirituel, les progrès du dialogue interconfessionnel vers une théologie œcuménique, la maturation du problème de l'intercommunion. Dans leur isolement, ils n'avaient de ces choses qu'une idée sommaire et, pour tout dire, leur œcuménisme tourne à vide. Puisse un clergé et un laïcat de valeur préparer le tournant tant désiré de l'Eglise polonaise au-delà du fixisme traditionnel. »

Vous attribuez, pratiquement, tout ce qui caractérise l'Eglise de Pologne d'aujourd'hui à l'influence et la direction du cardinal primat de Pologne.

« Le cardinal primat Stefan Wyszynski est le grand résistant et celui qui impose son style à la résistance. Homme tout d'une pièce, avec une foi de roc et un dédain souverain de la prison et de la mort. Homme sans dialogue... Une seule attitude à son gré : dresser son peuple — d'un catholicisme rigoureusement traditionnel et inentamé — comme une puissance sacrale et politique tout ensemble. Ni philosophe ni théologien, il ramène volontiers aux normes anciennes les documents de Vatican II, lesquels recommandent de tenter un dialogue, coûte que coûte, avec le monde sécularisé. *Defensor fidei*, le primat se montre en toute occasion *defensor Papae*. Il n'a que peu de considération pour *l'intelligentsia*. »

Vous dites, d'autre part, que le caractère du catholicisme polonais et que la direction que donne à l'Eglise de Pologne

le cardinal primat Wyszynski évoquent dans certains milieux intellectuels en Pologne une certaine opposition.

« En ces divers milieux, je n'ai observé aucun enthousiasme pour le style imprimé à l'Eglise catholique par la main de fer du cardinal primat ; tout au contraire, une inquiétude croissante de ce que l'Eglise demeure tellement en retrait sur les exigences du Concile en matière liturgique, disciplinaire, sociale, œcuménique. Comment se satisfaire de cette mentalité qui mobilise les foules sur l'esplanade de Czestochowa ou prône une catéchèse inadaptée à notre temps ? »

« Comment s'étonner que les thèses du primat, suivies de fait par l'ensemble de l'épiscopat, soient nettement combattues par la classe dirigeante ? Une crise est latente dans le catholicisme polonais. »

Et vous terminez ainsi : « Après avoir constaté l'existence d'une « opposition » au Cardinal composée de l'élite pensante du catholicisme : professeurs d'universités et de lycées, jeunes prêtres et toute la gamme de professions libérales. »

« Que faire concrètement ? Rien n'est possible à ciel ouvert aussi longtemps que le « feu vert » ne sera pas consenti en haut lieu, mais on ne se prive pas d'opérations clandestines, à titre d'expérience. Il est une qualité primordiale, réclamée de toutes parts au cardinal primat : c'est qu'il ait la vision d'une Eglise en dialogue. L'élite pensante de la Pologne y tient essentiellement : prêtres et laïcs veulent être écoutés et qu'avec eux soit aménagé un plan de réforme dans la ligne du Concile. »



Voici les éléments essentiels de Votre proclamation.

Et voici ma réponse.

1° L'Eglise de Pologne est dans une position dangereuse : elle doit exister sous un régime athéiste militant qui trouve son appui dans la puissance énorme et la pression opprimante du voisin soviétique. Elle tient bon. Malgré toutes les difficultés, elle a réussi à garder son indépendance, à préserver sa vie fleurissante, à ne pas perdre son influence sur les masses autant que sur les élites, sur les vieux autant que

sur les jeunes, à ne pas cesser d'être la force spirituelle dominante du pays et surtout à ne pas, jusqu'à présent, perdre la bataille pour la foi : la Pologne reste toujours une nation croyante. Mais il est bien évident que ces résultats sont obtenus avec un effort énorme et contre des difficultés terribles. Ne pensez-vous pas, Révérend Père, que par des interventions comme la vôtre, vous pouvez faire la situation de l'Eglise de Pologne plus difficile et plus dangereuse ? Ne pensez-vous pas que vous êtes en état d'encourager en Pologne des tendances de critique et d'opposition dangereuses et anarchiques chez les uns et de créer un découragement superflu et destructif chez les autres ? Les démarches comme la vôtre pénètrent en Pologne et y sont lues. Dans les conditions où manque la liberté de la presse, les opinions sur les problèmes polonais qui y pénètrent de l'étranger exercent une influence plus grande que ce ne serait possible ailleurs. Ne pensez-vous pas que l'influence de votre démarche peut être destructive ?

2° L'Eglise de Pologne a trouvé en la personne du cardinal primat Wyszynski un chef courageux, sage et ayant du caractère, qui exprime bien les volontés et les sentiments de la nation. Il serait erroné de lui attribuer la seule responsabilité pour l'attitude qui est non seulement la sienne, mais celle du catholicisme polonais en général. Nous lui sommes, nous, catholiques polonais, reconnaissants qu'il est comme il est et qu'il remplit et exprime les désirs et les convictions de notre nation si bien. Mais s'il n'existait pas, nous aurions malgré cela une attitude semblable, quoique peut-être proclamée et manifestée avec moins de vigueur et de talent, et ayant moins de notoriété.

Il ne faut pas, d'ailleurs, oublier, que le cardinal Wyszynski, quand il était un jeune prêtre (prêtre qui a obtenu sa formation intellectuelle en partie en France et en Belgique), était critiqué en Pologne pour ses tendances progressivistes, colorées par les vues empruntées aux milieux intellectuels catholiques francophones. Mais, plus tard, les responsabilités d'un grand chef de l'Eglise de Pologne l'ont amené d'une façon toute naturelle vers une identification spontanée avec les attitudes et les nécessités de la nation catholique polonaise dont il est devenu un puissant interprète et défenseur.

3° N'attachez pas, Révérend Père, trop d'importance aux vues des minorités mécontentes. Il y a dans chaque pays et dans chaque milieu des gens qui sont portés à exprimer des plaintes et des critiques.

Bien entendu, il n'y a pas de situation où l'on ne puisse critiquer quelque chose avec justice et où la critique ne contiendrait pas un grain de vérité. L'Eglise de Pologne mérite une critique comme chaque chose sur cette terre et nous le savons bien, nous autres Polonais, — nous le savons mieux que n'importe qui d'autre, — que bien des choses dans notre pays, dans notre nation et dans notre catholicisme ne sont pas satisfaisantes et devraient être corrigées ou perfectionnées, ou supprimées.

Néanmoins, les critiques que vous faites ne vont pas dans la juste direction.

Je ne parle même pas de l'occasion que vous avez pu rencontrer des critiques irresponsables. Il y a maintenant partout dans le monde des foules de prêtres et de catholiques laïcs qui sont de véritables révolutionnaires et qui voudraient tout renverser. Nous en avons en Pologne beaucoup — et quelques-uns d'entre eux viennent aussi en Europe Occidentale et font beaucoup de bruit autour d'eux en critiquant d'une façon véhémente le catholicisme polonais, de même que l'Eglise tout entière et ses principes. Je ne parle pas d'eux.

Je ne nie pas que les sources où vous avez puisé vos renseignements sont respectables et pleines de bonne volonté. J'avoue, que les publications *Znak* et *Wież*, et surtout le courageux hebdomadaire *Tygodnik Powszechny* ont un ton modéré et un niveau élevé intellectuellement et moralement et qu'elles méritent d'être lues. Le *Tygodnik* mène déjà depuis un quart de siècle, une lutte difficile avec persévérance, et en tout cas il remplit un vide important et joue un rôle indiscutablement utile, en continuant les traditions de la presse et de la littérature catholique polonaise qui sans eux serait réduite à un silence complet. Aussi les cercles intellectuels et autres que Vous mentionnez méritent respect et beaucoup de reconnaissance.

Mais ayant dit tout cela, je me permets de dire en même temps que cette presse (et aussi ces milieux) ne font pas

seulement des choses utiles et n'expriment pas seulement des vues justes. J'ai le droit de parler seulement en mon nom et c'est ma propre vue que j'exprime. Mais je me permets de dire sans hésitation que je ne suis pas d'accord avec la tendance de cette presse (et de ces activités) et que j'y trouve parfois des choses que je déplore et contre lesquelles je suis sincèrement révolté.

Vous appelez cette presse « des revues d'avant-garde ». Votre description est très juste. Mais la chose qui mérite d'être mentionnée d'autre part, c'est qu'il n'y a pas en Pologne du tout de presse ou de mouvement organisé qui représenterait les vues et les sentiments de l'armée principale du catholicisme polonais, et d'autant moins de son arrière-garde.

Il y a une certaine dose de liberté de presse en Pologne sous le régime communiste et cette liberté permet d'exister aux revues distinguées et dignes de respect telles que le *Tygodnik Powszechny* et les autres. Mais ce sont seulement elles qui peuvent exister. Il y a un catholicisme qui peut publier en Pologne des revues périodiques et des livres, qui peut organiser des clubs, des réunions et des discussions publiques. Et il y en a aussi un autre qui ne le peut pas.

Je vous en donnerai une illustration d'un caractère peut-être extraordinaire. J'ai eu un ami personnel qui s'appelait Adam Doboszynski et qui était un publiciste catholique distingué. Il était autrefois en relations personnelles étroites avec l'écrivain catholique anglais G. K. Chesterton et avec son groupe. Son œuvre la plus connue, « *Gospodarka narodowa* » (Economie nationale), publiée avant la guerre, exprimait une vue peu banale : que les condamnations catholiques médiévales de l'usure n'étaient pas si périmées qu'on ne le pense maintenant et que la réduction du rôle du crédit avec pourcentage serait utile aussi pour les temps nouveaux. Et l'ayant bien connu et ayant parlé souvent avec lui, même en 1946, je sais qu'il était capable d'écrire encore dans sa vie beaucoup de choses importantes et profondes. Il n'en a pas eu l'occasion. En 1949, il a été fusillé en Pologne par les communistes à la suite d'accusations ridicules. A la même époque, le *Tygodnik Powszechny* apparaissait régulièrement chaque semaine.

Je ne nie pas qu'il ait été fusillé pour des motifs politiques et non pour des croyances religieuses. (Il faut néanmoins constater qu'il n'était pas un résistant anticomuniste véhément : ce qu'il prêchait, c'était précisément la vue qu'on ne doit pas conduire d'activités de résistance anticomuniste à la manière de la résistance antiallemande pendant la guerre et qu'il faut s'opposer aux inspirations de ce genre venant des émigrés parce qu'elles ne conduisent pas vers des buts réalisables et utiles. Je dois aussi remarquer que, partageant celle parmi ses opinions, je n'en partageais pas certaines autres et surtout une grande partie de ses opinions politiques).

S'il était vivant, il représenterait non pas la « grande armée » de l'Église polonaise, mais ce qu'on pourrait appeler son arrière-garde. Mais tout de même — il était un écrivain catholique sincère, original, bien doué et honnête.

Le fait est qu'il a été éliminé par les communistes et qu'il n'a pas pu écrire et publier en Pologne. Il y a beaucoup d'autres catholiques polonais qui n'ont pas pu et ne peuvent pas exprimer en Pologne leurs vues publiquement. Et ce long silence, durant déjà 31 ans, a eu pour résultat qu'une certaine tradition s'est éteinte, que de nouvelles générations d'auteurs ne peuvent pas se développer. Certains courants semblent être totalement absents. Mais ce n'est pas vrai. Des manières de voir différentes de « l'avant-garde » dont vous parlez non seulement existent, mais dominant. Elles ne trouvent pas d'expression parce qu'on ne leur permet pas de se manifester. Je vous assure, Révérend Père, que si c'était permis, en Pologne, de publier une revue, exprimant des vues semblables à peu près à celles que je me permets d'exprimer dans cette lettre, elle trouverait un écho massif, chaleureux et enthousiaste. (Je pense aussi que si la censure n'existait pas en Pologne, aussi le *Tygodnik Powszechny* et d'autres revues d'avant-garde seraient plus portées à exprimer des vues qui diffèrent des leurs. Ce n'est pas seulement leur propre attitude mais aussi les prohibitions gouvernementales qui excluent de leurs pages les articles et les lettres qui s'opposent aux vues de « l'avant-garde »).

Vous dites, que les vues qui diffèrent de celles de « l'avant-garde » ne représentent pas « un catholicisme pur » et qu'elles

charrient « des alluvions sociologiques et politiques qui n'ont rien à voir avec l'évangile ». D'abord, c'est une accusation injuste. Aucunes alluvions politiques ou sociales ne sont nécessaires pour se former une opinion sur des matières religieuses qui diffère des vues de l'avant-garde. Et d'autre part, il y a quelque chose de désagréable dans des accusations de ce genre : on peut y discerner un peu de manque de charité et un peu de cette prétention orgueilleuse que seulement *nous* avons le droit à nos convictions et que les convictions des *autres* ne méritent pas de respect. Tout le monde possède une certaine attitude politique — et il serait erroné de penser que *Tygodnik Powszechny* et les autres « revues d'avant-garde » n'en ont pas. J'avoue, que parfois je trouve, surtout dans *Wież* et *Znak*, l'expression des opinions politiques que je considère en même temps bien nettes et bien tendancieuses.

Pour terminer : ce que les représentants de l'avant-garde vous ont dit, ce n'est pas l'expression de la manière de voir de la grande majorité des Polonais catholiques et ce n'est certainement pas un programme qui serait bon pour l'Eglise de Pologne. Les « attitudes plus libres des autres nations catholiques, la Hollande surtout », dont vous parlez, sont la chose dont le catholicisme polonais à l'heure actuelle et dans sa situation difficile présente a le moins besoin.

4° Vous dites que le peuple polonais est « souvent encore inculte » et qu'il doit passer « d'une religion à bien des égards infantile à un catholicisme adulte ».

Ne dites pas choses pareilles, Révérend Père.

D'abord, en me rappelant ce que Jésus Christ a dit, nous demandant d'être comme des enfants, je ne pense pas que l'accusation d'avoir une religion infantile soit si grave que je doive, étant Polonais, rougir à cause d'elle. Je crois que votre Louis Pasteur, qui disait que sa foi était comme celle d'une paysanne bretonne, comprendrait facilement ce que je veux dire. Et je ne regrette pas que la grande majorité du peuple polonais n'a pas encore été convertie à ce que Vous appelez le « catholicisme adulte ». En vivant depuis un quart de siècle en Europe Occidentale, j'avoue, que j'observe certaines manifestations d'un « catholicisme adulte » qui me remplissent, sans exagération, de dégoût.

Et d'autre part, vous avez tort de penser que le peuple polonais est « inculte ». Il est bien plus pauvre, c'est vrai, que le peuple en Europe Occidentale et en Amérique du Nord ; et comment pourrait-il ne pas être pauvre sous un régime communiste, sous une domination indirectement russe, après trois grandes guerres dévastatrices et après 123 ans de domination étrangère (1795-1918) dont les conséquences vous seriez en état de comprendre. Vous autres Français, vous avez connu une domination étrangère de 4 ans (1940-1944) ? Mais étant pauvre, on n'en est pas nécessairement inculte. Il n'y a pas d'analphabétisme en Pologne. Le peuple polonais voit moins la télévision que le peuple français, mais bien certainement il lit beaucoup plus de littérature classique.

Il n'existe pas d'explication facile avec laquelle on pourrait passer outre d'une façon dédaigneuse sur le fait que ni le paysan polonais ni l'ouvrier industriel polonais n'ont perdu leur foi. Ceci reste un fait incontestable : non seulement l'agriculteur polonais, mais aussi le mineur polonais de la Silésie de Dabrowa et de Wieliczka, l'ouvrier textile de Lodz, l'ouvrier des fonderies de Cracovie, l'ouvrier métallurgiste de Poznan et de Varsovie, l'ouvrier des chantiers navals de Gdynia, de Gdansk et de Szczecin, l'ouvrier des établissements chimiques de Chorzow et, avant la dernière guerre, l'ouvrier de l'industrie pétrolière de Boryslaw et de Drohobycz n'a pas cessé d'être un fils fidèle et parfois un fils bien actif et bien éclairé de l'Eglise. Plus encore, il reste un fils fidèle de l'Eglise même s'il devient un expatrié dans les mines et usines des Etats-Unis ; ou bien aussi en France. Il y perd sa foi seulement après avoir perdu sa langue et son identité nationale.

En France et en quelques autres pays de l'Europe Occidentale, l'Eglise a subi la perte d'une grande partie de la classe ouvrière. Il faut dire encore quelque chose de plus. Vous dites que « 30 % peut-être » de jeunes ont perdu leur foi en Pologne sous le régime communiste. Je me demande combien de jeunes ont perdu leur foi en France dans le même laps de temps ?

Je n'ignore pas ce qui se passe dans certains milieux de la jeunesse française. Mais même si j'en n'avais pas d'expé-

riences ni observations personnelles, il est impossible de ne pas savoir ce qui s'est passé au cours des émeutes universitaires en France en 1968. Je risquerai la généralisation suivante : l'Eglise catholique en France a perdu une partie importante de la classe ouvrière aux XIX^e et XX^e siècles ; et une partie importante de la jeune génération à l'époque post-conciliaire.

On ne peut pas dire la même chose de la Pologne. (Ce que nous avons perdu, ce sont plutôt les classes semi-éduquées et « l'intelligentsia » dans ses parties mal formées, superficielles et matérialistes.)

Et à cause de tout cela, nous ne sommes pas inclinés de prêter une oreille trop attentive aux bons conseils et aux critiques qui nous encouragent à transformer le catholicisme polonais en un « catholicisme adulte ». Nous préférons continuer à avoir un « catholicisme enfantin », un catholicisme moins ouvert « au monde », mais plus fidèle à la simplicité qu'on trouve dans l'Évangile. Nous espérons que grâce à cela nous ne cesserons pas d'être une nation essentiellement catholique.

5° Vous avez bien tort en croyant que le catholicisme polonais est purement et simplement préconciliaire.

L'épiscopat polonais prit part au Vatican II et à ses débats et ses résolutions.

Il n'y a dans la nation polonaise personne parmi les gens responsables qui aurait vis-à-vis du Vatican II une attitude de désobéissance ou d'opposition passive. La Pologne est fidèle à l'Eglise et cela veut dire qu'elle est fidèle en même temps au Pape et aux décisions d'un Concile valide.

Mais introduire des réformes ordonnées par le Concile — et être animé par ce qu'on appelle bien à tort « l'esprit du Concile », ce sont deux choses différentes. On peut interpréter le véritable esprit du Concile et même interpréter ses résolutions et ordonnances formelles d'une façon différente.

Si l'on prétend dans de nombreux milieux d'Europe Occidentale et d'Amérique que « l'esprit du Concile » exige l'abolition du célibat du clergé, exige une désobéissance à l'encyclique « *Humanae vitae* », exige une messe à jazz et une sainte communion à la main, l'abolition complète

de la langue latine dans la liturgie et dans la vie de l'Eglise, une nouvelle théologie, une nouvelle apologétique, une nouvelle philosophie et une nouvelle catéchèse faisant de Luther un saint, refusant de voir dans la messe le renouvellement du sacrifice de la Croix, remplaçant Saint Augustin et Saint Thomas d'Aquin par Teilhard de Chardin, mettant en question l'existence de Satan, dégradant le rôle de la Sainte Vierge, ordonnant de s'occuper plus des problèmes de ce monde que de la vie éternelle, permettant de ne pas attacher d'importance aux péchés contre la pureté, ordonnant de ne pas apprendre aux enfants à connaître par cœur les prières et à savoir qu'il y a des choses défendues autant que des choses recommandées, — nous autres Polonais, ou au moins la grande majorité de nous, nous n'avons pas l'intention d'adhérer à ce genre d'« esprit du Concile » et de transformer notre vie et notre manière de penser selon ces exigences.

Aussi, en matière de véritables réformes, nous sommes inclinés de les interpréter d'une façon peut-être différente que vous.

Par exemple, le Saint Siège a décidé de réformer la liturgie de la messe. Je vous assure, Révérend Père, que la Pologne ne va pas être désobéissante à la volonté du Saint Père. Si la transformation en est plus lente qu'ailleurs, cela vient en partie du fait des difficultés de l'existence de l'Eglise sous le régime communiste : même une chose si simple que la préparation des textes peut causer des délais énormes parce que pour les publier, on doit d'abord obtenir du gouvernement des quantités indispensables de papier pour les imprimer.

Mais, en obéissant au principe de la réforme liturgique, l'Eglise de Pologne peut être inclinée à interpréter cette réforme à sa propre manière et de prier le Saint-Siège à recevoir les autorisations nécessaires. Je n'habite pas en Pologne depuis un quart de siècle et j'ignore beaucoup de choses qui s'y passent aujourd'hui, mais je n'ai aucun doute que les conditions du service divin et de la vie religieuse en général sont différentes là-bas et chez vous. Pour faire seulement une seule comparaison : l'image d'une messe pour un Français — peut-être pas pour chaque Français, mais pour beaucoup de Français — c'est une image d'un

petit groupe de fidèles, rassemblés autour de l'autel et formant un îlot isolé dans un monde indifférent ou hostile : c'est une image rappelant les catacombes ou un pays de mission où les catholiques sont une petite minorité. Mais l'image d'une messe qui est familière à moi, c'est une église pleine, où l'on est presque suffoqué et où seulement une petite minorité de participants voient l'autel et entendent bien la voix du prêtre et où, d'autre part, une partie des fidèles restent debout ou à genoux en dehors, autour de l'église, sous la neige ou sous la pluie. Il est bien évident que la participation à la messe a un caractère différent dans les deux cas.

Vous êtes, par exemple, incliné à abolir les sonnettes. Mais pour une foule qui ne voit pas l'autel, les sonnettes, ce sont les seuls signaux qui lui permettent de savoir ce qui se passe. Vous attachez une grande importance à ce qui se dit à vive voix. Mais si la majorité des participants ne peut pas entendre le sermon et la liturgie parlée, il ne reste pour eux que le chant et ce qu'ils lisent dans leurs missels. (Même par transmission par les haut-parleurs, on ne peut pas toujours tout entendre). Aussi, c'est le problème du temps. Si à l'église du Saint-Sauveur à Varsovie — la paroisse que je connaissais très bien autrefois — il y a maintenant onze messes au grand autel chaque dimanche — vous pouvez vous figurer que les messes ne peuvent pas y être trop longues et trop compliquées.

Mais aussi ceux qui n'ont pas de chance d'être près de l'autel participent pourtant à la messe. Leur sincérité n'est pas nécessairement moindre que celle des participants à une messe célébrée pour une élite peu nombreuse.

Aussi, vous avez tendance à voir la liturgie seulement du point de vue de ceux qui sont assis pendant la messe : ils sont debout ou assis, mais ils ne se mettent presque jamais à genoux. Chez nous, la majorité des fidèles reste debout, ils se mettent à genoux pendant la consécration, la sainte communion, etc. Ils ne s'asseoient jamais, il n'y a pas de place pour eux.

Encore une chose. Vous aimez à placer l'autel par terre, au centre de l'église, où il sera vu seulement par une élite choisie. Mais vous oubliez que si l'autel est à une place élevée, une plus grande foule de peuple pourrait le voir.

(Je remarquerai entre parenthèses qu'il me semble que la Pologne n'est pas le seul pays au monde où le modèle d'une messe pour un groupe choisi de gens rassemblés autour de l'autel n'est pas pratique. J'ai participé aussi en Espagne à une messe villageoise où une grande partie de la foule devait rester en dehors de l'église. J'imagine qu'il doit y avoir d'autres places pareilles — en Amérique du Sud, en Afrique ou aux Indes. Peut-être est-ce la majorité des catholiques du monde ? On ne doit pas se limiter aux vues et aux habitudes d'une partie des catholiques de l'Europe Occidentale ; on ne doit pas oublier le reste du monde !).

Et ne nous accusez pas que tout cela, c'est notre propre faute parce que nous avons trop peu de prêtres et trop peu d'églises. Le problème des prêtres, ce n'est pas seulement celui des vocations ; c'est aussi un problème économique, la possibilité d'avoir assez de séminaires, etc., tout à fait à part du fait que 1.996 prêtres polonais ont été tués par les Allemands pendant la dernière guerre, en ne comptant pas ceux qui ont été tués par les Russes et pendant les massacres de Polonais organisés par les nationalistes ukrainiens. (Il y a maintenant 17.700 prêtres en Pologne).

Et aussi, le problème des églises : à part le fait qu'on a dû reconstruire après la guerre quelques milliers d'églises ruinées ou détruites (et la Pologne, qui n'a pas obtenu l'aide venant du Plan Marshall, est un pays appauvri), le régime communiste, en principe, ne permet pas de construire de nouvelles églises.

C'est une impossibilité physique en Pologne d'organiser les messes en Pologne à la manière de petites réunions familiales.

Mais ce n'est pas encore tout.

Vous avez maintenant, en France, une tendance à donner aux cérémonies religieuses le style et le caractère des manifestations de pauvreté et de simplicité que vous appelez évangélique. Vous n'êtes pas choqués par la somptuosité des grands magasins, des banques, des gares, des cinémas, des théâtres, des casinos, des hôtels, des rues, mais le lustre des églises vous choque. Vous vous étonnez, Révérend Père, de la « richesse » des « grands ensembles ecclésiastiques, impeccablement restaurés » en Pologne et de ce que « le

violet, le rouge et l'or s'étaient dans les fastes épiscopaux et les manifestations de masse ». Mais Jésus-Christ ne défendait donc pas à Marie-Madeleine de verser une huile précieuse pour l'honorer. Trouvez-vous qu'on doit honorer Dieu d'une façon moins magnifique qu'on honore Mammon ? Vos ancêtres ne pensaient pas ainsi — preuve la splendeur des cathédrales de Chartres, de Reims ou de Paris, et la beauté et la richesse de leurs vitraux, de leurs autels, de leurs sculptures et peintures, la magnificence de leurs trésors d'objets d'or et de broderies, la splendeur de leur musique.

La jeunesse communiste en Russie est maintenant irrésistiblement attirée par la beauté des cérémonies religieuses. Ce sont les splendeurs de la liturgie orthodoxe, l'or et la lumière des autels et des vêtements sacerdotaux, la somptuosité des églises et de leurs peintures et sculptures qui évoquent en eux des nostalgies du passé historique, de la tradition, et de la culture basée sur des fondations chrétiennes. Ils viennent aux églises pour des motifs d'esthétique et de sentiment culturel traditionaliste, mais ils finissent par commencer à croire. Pensez-vous que les sentiments des jeunes, et aussi des ouvriers, des paysans, des pauvres, en Pologne, et pas moins en Lithuanie catholique, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Yougoslavie, en Allemagne Orientale sont différents ? — Vous vous trompez profondément, en croyant que la masse des fidèles soi-disant pauvres éprouve un ressentiment contre la « richesse » des églises et aussi contre la position à part du clergé. Votre tendance à une simplicité quotidienne des cérémonies religieuses, et aussi votre égalitarisme qui veut habiller vos prêtres d'une façon qui fait penser à « l'homme dans la rue » et qui crée des prêtres-ouvriers et les autres choses du même genre — c'est une tendance basée sur des idées erronées concernant la psychologie du peuple, qui ne correspondent pas à la vérité ou, dans le meilleur cas, qui reposent sur des inclinations ayant un caractère de mode tout à fait passagère. Je ne suis pas ignorant de ce que pensent les chauffeurs de camions en France ou des autres gens semblables ; ils discernent dans les adaptations égalitaires et dans le snobisme prolétarien et paupériste d'une partie du clergé français et de l'Eglise de France en général un élément de ridicule et ils les traitent

avec dédain. Ce n'est pas par cette voie que vous allez les reconvertir.

Et ne croyez pas que les pauvres éprouvent une jalousie en face des splendeurs de l'Eglise. Bien entendu, on doit être raisonnable et modéré dans les dépenses pour l'architecture ecclésiastique et pour d'autres buts donnant à l'Eglise l'aspect de splendeur dans les pays où une grande proportion de la population souffre de faim. Mais là où on peut bâtir des gares, des hôtels et des cinémas splendides, ce n'est pas juste que les églises soient modestes. Ce n'est pas décent que les églises se serrent modestement dans l'ombre d'édifices laïcs, orgueilleux dans leur splendeur, que le grand capital ou la puissance de l'Etat bâtissent pour les bureaux, les appartements et les sièges du pouvoir et de la gloire. La plus grande splendeur appartient à Dieu — et les bâtisseurs de la cathédrale de Chartres le savaient bien. Et chaque homme normal comprend bien qu'on ne doit pas être avare en donnant de l'argent pour les choses vraiment grandes et importantes : il ne va pas épargner son argent quand il s'agit de célébrer la noce de sa fille ou de recevoir des hôtes respectés ; il ne sera pas avare non plus à cause des dépenses pour les véritables nécessités ni pour la grandeur et la gloire de l'Eglise. (Bien entendu : la grandeur et la splendeur de l'Eglise se mesurent par une échelle différente dans un pauvre village en Nouvelle-Guinée — et parmi les lumières de Paris, de New-York ou de Rio de Janeiro).

J. GIERTYCH.

Gabriele d'Annunzio

Porté aux nues de son vivant, calomnié après sa mort, Gabriele d'Annunzio semble aujourd'hui sortir du « Purgatoire » où, dit-on, doivent plonger tous les écrivains avant d'accéder à la postérité littéraire. En effet, le premier grand succès de celui qui se faisait appeler *le Poète*, vient d'être réédité en français chez Calmann-Lévy, sous le titre de « *L'Enfant de Volupté* » après avoir connu à nouveau un certain succès en Italie. D'Annunzio lui-même vient de faire l'objet d'une étude biographique de la part de Philippe Jullian (1), déjà auteur d'un certain nombre d'ouvrages consacrés à l'art et à la sensibilité 1900.

Sans doute ce regain de faveur pour d'Annunzio peut-il s'expliquer par un intérêt croissant porté à l'Art nouveau et à la littérature « décadente » que vient d'illustrer au Musée des Arts Décoratifs une exposition récente consacrée aux architectes Gaudi, Horta et Paul Guimard. Sans doute ne saurait-on abstraire d'Annunzio de ce mouvement de la sensibilité artistique et littéraire, pas plus que le Bovès du « Culte du Moi » avec lequel d'Annunzio n'est pas sans présenter quelques traits communs. Mais le Purgatoire littéraire fut plutôt pour la gloire de d'Annunzio un enfer. C'est que l'Italie d'après-guerre — sans parler de l'Europe — ne put pardonner à d'Annunzio ses liens avec le fascisme, mieux, l'influence indiscutable qu'il a exercée sur les débuts du fascisme, en particulier sur la rhétorique fasciste, grâce à l'action d'éclat qu'il accomplit sur Fiume et qui ravit tous ceux qui, en Italie, ne se résignaient pas à l'ordre wilsonien

(1) Editions Fayard.

du Traité de Versailles, à l'Europe des « quatorze points ». Ce que le conformisme italien d'après 1945 ne pouvait supporter en d'Annunzio, c'était aussi le caractère en tous points excessif du personnage, son refus de la norme, du médiocre, son mépris du qu'en-dira-t-on, qui l'amènèrent un moment à des prises de position et à des déclarations de style anarchiste — avant de devenir l'une des sources littéraires du fascisme parallèlement — et concurremment — au futurisme de Marinetti. Comme l'écrit P. Jullian, « ce cas unique d'un pays ayant honte de son plus grand écrivain reflète bien la médiocrité de la démocratie chrétienne ». Aujourd'hui, pas une rue, pas une place, pas un monument ne portent en Italie le nom de celui qui aima son pays d'un amour qui ne se démentit jamais.

Excessif, d'Annunzio le fut au plus haut point : à la fois grotesque et sublime, séduisant et irritant, le personnage ne peut laisser indifférent. Amoureux infatigable qui alimentait la chronique scandaleuse de la Belle Epoque, guerrier d'un courage fou, poète au verbe baroque, à la langue d'une richesse infinie, orgueilleux sans mesure, dictateur de l'éphémère Régence du Quornaro qui méprisait les foules et les fascinait, d'Annunzio fut tout cela, mais il fut bien plus, la première incarnation de l'écrivain aventurier qui courtise la mort et poursuit la gloire. Petit-bourgeois des Abruzzes accédant à la célébrité littéraire et recevant le titre de Prince, d'Annunzio réalise le rêve romantique de Rastignac ; pionnier de l'automobile et de l'aviation qu'il fut le premier à célébrer dans ses œuvres, combattant dans les airs et sur la mer, aventurier de la politique, d'Annunzio incarne aussi le mythe moderne de l'écrivain-homme d'action que trouve son accomplissement avec Saint-Exupéry, Molrana ou Hemingway.

La gloire de d'Annunzio atteignit son zénith lors de l'occupation de Fiume en 1919, au nez et à la barbe des négociateurs de Versailles. L'ouvrage de P. Jullian a le mérite de dissiper certaines idées reçues à propos de la Régence du Quornaro, dominée par le Poète devenu *Il Commandante*. Cette Régence — d'Annunzio avait hésité à proclamer la République malgré les instances de Mussolini — fut un curieux mélange de démocratie et de dictature, de socialisme et de nationalisme, tout cela coloré par la rhétorique

d'annunzienne. A Fiume accoururent des soldats aigris par l'humiliation de Versailles, les Arditi, des aventuriers, des socialistes comme de Ambris, des vétérans garibaldiens, des volontaires étrangers, dont quatre Français, venus défendre la latinité. Et tous ces éléments formèrent un étrange Etat, à la fois militaire et démocratique, dominé par l'esthétique de d'Annunzio qui narguait l'Italie de Giolitti sombrant dans l'anarchie et, au-delà, l'Europe qui s'abandonnait aux charmes de l'idéalisme wilsonien. D'Annunzio multipliait les coups de main pour forcer le blocus italien, les discours adressés au peuple assemblé qui exaltaient la latinité et outrageaient les dirigeants italiens, les déclarations aux nations étrangères; en particulier, il reconnut la République des Soviets, cible de l'Europe wilsonienne, ce qui fit dire à Lénine que « d'Annunzio était le seul vrai révolutionnaire de l'Italie de son temps! » L'expérience de Fiume contribua incontestablement à donner un certain style au fascisme naissant, malgré la prudence de Mussolini, plus soucieux d'efficacité que d'actions d'éclat sans lendemain, à l'égard d'une tentative inéluctablement vouée à l'échec : l'heure de recouvrer Fiume et de sauver l'Italie n'était pas encore venue. Le 25 décembre 1920, le « Noël de sang », Fiume était attaqué et d'Annunzio devait quitter la ville : « Ce jour-là, écrit P. Jullian, les Italiens eurent honte de se laisser gouverner par des gens raisonnables. Ils méprisèrent ministres et Parlement, rêvèrent d'un ordre nouveau ».

Cependant, ce n'est pas d'Annunzio qui devait profiter de l'amertume laissée au cœur des Italiens par l'échec de la Régence et de son extension à l'ensemble de l'Italie. Désormais Mussolini allait occuper le devant de la scène, d'Annunzio se contentant de jouer le rôle de brillant second, puis s'effaçant de la vie politique, tout en étant couvert d'honneurs par Mussolini qui lui conserva jusqu'à sa mort en 1938 une grande déférence, mais non sans certaines réticences : « Quand une dent s'est gâtée et qu'on ne peut l'arracher, on la couvre d'or », dit un jour Mussolini qui se défiait des velléités d'action désordonnée du vieillard et des déclarations intempestives que d'Annunzio, poussé par le démon du verbe, continuait à prodiguer dans sa demeure du Vittoriele, sur le lac de Garde. Le Duce cependant le nomma président de

l'Académie d'Italie et le fit Prince Monte Neuoso en souvenir de l'équipée de Fiume. Il semble surtout que le rapprochement de l'Italie fasciste avec l'Allemagne nationale-socialiste ait heurté les convictoïnes germanophobes du *Poète* qui resta jusqu'au bout le chantre de la latinité.

Si d'Annunzio sort aujourd'hui de l'oubli, reconnaîtra-t-on un jour l'ascendant qu'il a exercé sur les écrivains de son époque ? D'Annunzio fut toujours un admirateur passionné de la France en qui il voyait « la sœur latine » et le pamphlet *Contra barbaros* qu'il écrivit — en français — contre la France lors des sanctions décidées contre l'Italie en 1935 ressemble plus aux regrets de l'amour déçu qu'aux accents de la haine. Ce poète amoureux de la France, aux côtés de laquelle il poussa l'Italie à combattre en 1915, fut aussi un écrivain français : outre la traduction française de ses propres poèmes, il écrivit des poèmes en français, et en particulier son opéra, le « Martyre de Saint-Sébastien », interprété par Ida Rubinstein, sur la musique de Debussy, que d'Annunzio dédicâça à Barrès. L'opéra, il faut le dire, fut un four, malgré les éclairs d'or du verbe d'annunzien. L'écrivain français qui reconnaît avec le moins de réticence sa dette à l'égard de d'Annunzio est certainement Montherlant. Que l'on songe seulement à Malatesta : outre le caractère profondément d'annunzien du personnage (le *Poète* projeta en 1902 d'écrire un cycle malatestien et l'une de ses pièces, *Francesca da Rimini*, se clôt sur un poème à la gloire de Malatesta), Montherlant devait écrire : « La lecture du *Feu* (roman vénitien publié par d'Annunzio en 1900) m'apporta un style de vie et un style d'écrivain ». On a retrouvé l'influence de d'Annunzio sur certaines pages d'Apollinaire et de Valéry Larhaud ; Ezra Pound et peut-être aussi Lawrence Durrell furent marqués par l'œuvre et la personnalité du *Poète*. Enfin, si la littérature italienne de l'après-guerre, imprégnée d'antifascisme, semble ne rien devoir à d'Annunzio, on n'en saurait dire autant du cinéma italien : il est incontestable que l'esthétisme des films de Visconti et surtout de Fellini présente de nombreuses affinités avec l'œuvre d'annunzienne. A vrai dire, aujourd'hui, d'Annunzio reste encore à découvrir... chez ses fils spirituels.

La génération des hussards ou l'insolence littéraire (1)

(Suite)

La génération de 1950 a lancé un défi aux intellectuels à systèmes et à théories ; au pessimisme affiché et à l'ennui officiel accouchés par les années 1944-1946. Alors que le rire était proscrit et que l'esprit malicieux n'avait pas droit de cité, les Hussards secouent les arbres pour en faire tomber les fruits blets. Je ne connais rien de plus salubre dans la littérature des trente dernières années que leur apparition. Tandis que Sartre et ses troupes malsaines pontifient, le cul dignement posé sur un siège d'aisance, dans une chamaillerie de philosophies au rabais, Jacques Laurent remet les gens à leur place dans l'article fameux « Paul et Jean-Paul ». Willy de Spens dégrasse l'anarchie pour lui rendre enfin sa noblesse et sa qualité aristocratique et Klaeber Haedens introduit à nouveau finesse et sensibilité là où il n'y avait plus que mauvais goût et cascade de bidet. Ils sont tous les responsables d'une renaissance de qualité.

Face à cette jeune troupe, la médiocrité est aux abois et se demande quelle coupe elle devra boire. La crainte des médiocres est réjouissante même s'ils réussissent à y survivre

(1) Voir la première partie de cet article dans notre n° 94 (janv.-fév. 1971).

et lorsqu'il m'est arrivé de parler avec certains étudiants tout fiers de leurs philosophies universitaires, j'ai tout de suite abandonné les discussions de sophistes pour leur conseiller seulement de lire l'œuvre des Hussards avec la même attention besogneuse qu'ils le firent lorsqu'il s'agissait des penseurs imposés par circulaires ministérielles. S'ils l'ont fait, je suis persuadé qu'ils y ont pris plus de goût et senti plus de bon sens.

Jacques Laurent ou la Littérature en permission.

Je pense que monsieur Jacques Laurent est l'un des romanciers les plus appréciés et les plus connus du grand public. Je ne lui reprocherai pas, comme le font certains critiques, que ce soit sous le nom de Cécil Saint-Laurent. Les deux sont un même auteur et l'on retrouve, chez l'un comme chez l'autre, le même équilibre, le même talent et la même hardiesse.

On a souvent loué la connaissance très sûre que Jacques Laurent avait de l'œuvre de Stendhal et de son style. Il est certain que « La Fin de Lamiel » autorise ces louanges et justifie cette réputation. D'ailleurs, dans ce temps où la littérature ne se vend plus que dans les magasins de farces et attrapes, il est réconfortant pour les amoureux du roman populaire de se rendre compte que l'intelligence n'a pas encore disparu.

Mais plus que Jacques Laurent, je voudrais évoquer son double « carolinisant ». Certains semblent contester la qualité de ce double. Jacques Laurent a préféré se donner le plaisir de ressusciter les genres littéraires du XIX^e siècle, qui étaient sur le point de disparaître du fait de la pauvreté des inspirations. Il met les littérateurs « engagés » au ban de la République des Lettres et dégoûte les lecteurs de la rapine intellectuelle, qui était alors de mode. Jacques Laurent se disperse sans se gaspiller car, malgré sa réussite matérielle et une certaine facilité dans la trouvaille due aux concessions faites au grand public, l'auteur de « Caroline Chérie » et de ses suites demeure l'écrivain dont il faut beaucoup attendre... s'il accepte toutefois de ne pas jouer les Janus et reconnaît qu'il n'a qu'une seule face. La polissonnerie de certains de

ses romans ne doit pas faire ignorer sa perspicacité psychologique. Je voudrais bien connaître l'écrivain qui puisse traiter des affaires importantes avec la même agilité de style tout en ayant le souci de bien montrer et d'expliquer justement !

Willy de Spens ou l'illusionniste déçu.

« Je crois que mon personnage était né bon, disposé à l'enthousiasme et à la ferveur au sens où l'entendait Gide. De tels êtres sont destinés à être blessés ; ils se replient sur eux-mêmes et deviennent cruels ». Monsieur Willy de Spens, s'il ne pratique pas la cruauté, est toutefois un homme déçu. Cette attitude est normale si l'on ne considère et juge que les œuvres de carton pâte ; ces œuvres de truquage qui font florès aujourd'hui. L'auteur du « Roi de Bergame » explose souvent dans une virtuosité qui semble n'être plus de mise et il faut peut-être y trouver la cause de son échec relatif. Willy de Spens, plus sans doute que tout autre, n'a pas su choisir sa révolte et lorsqu'il prétend que ce qui caractérise l'homme d'aujourd'hui, est le refus de la solidarité, on est en droit à se demander si sa mésaventure littéraire n'est pas simplement la conséquence de son intransigeance qui semble toujours mépriser quelque chose ou quelqu'un.

Mais Willy de Spens n'est pas un maussade, empêtré dans le doute et la mélancolie. Sans doute reconnaît-il que « la vie est un bain pour la plupart des hommes et la société un camp de concentration », mais il avoue, à travers son œuvre que l'existence est une grande aventure. Si Willy de Spens a l'impression de vivre en exilé dans ce monde de chaos, ses hardiesses et sa sensibilité nous le rendent tout proche et il nous apparaît comme étant ce provincial résistant à la sottise du parisianisme, plus soucieux de bien aimer sa terre que de distraire l'homme d'aujourd'hui caractérisé avant tout par le « refus de la solidarité ».

Klaeber Haedens et Félicien Marceau.

Certains se souviennent peut-être de ces douze monologues intérieurs de « Magnolia-Jules » dans lesquels Klaeber Haedens traite la société à coups de flèches lancés avec une rare

virtuosité. Il donne au Bovarysme une nouvelle jeunesse faite d'élégance et de perspicacité.

Mais je préfère Klaeber Haedens lorsqu'il étudie et juge avec sagesse et attention les ouvrages de ses confrères, aidé dans cette critique mondaine par une culture d'une qualité peu commune. Ennemi des systèmes et des parti-pris, ses jugements sont d'une rare perspicacité et d'un rare équilibre. Il possède cette clairvoyance qui marque la différence entre le commentaire littéraire et la critique. Au-dessus des conflits et des haines, il écarte les agitations de saison pour ne retenir que les règles éternelles du goût.

« Un jour, vingt ans plus tard, à Paris, sur le Pont Neuf, un colosse, toujours à col roulé, l'index braqué sur moi : « C'est vous. — Qui moi ? — L'homme au puzzle » (1). Cette définition, qu'il se fait donner de lui-même par un personnage de l'un de ses romans, correspond assez bien à la réalité littéraire de Félicien Marceau. Le public ne voit très souvent dans son œuvre — et je pense surtout à « l'Œuf » — qu'une suite étourdissante de situations cocasses alors que le tragique perce sous la bouffonnerie. Que l'auteur n'ait pas voulu par la suite dénoncer ce quiproquo explique peut-être le malentendu qui entoure l'œuvre de Félicien Marceau.

Que reste-t-il des Hussards ?

La génération des Hussards nous amène à nous interroger sur ce que doit être le roman. Ils nous ont appris que la Littérature ne doit pas être la victime d'une théorie, politique ou autre, même si elle est l'expression d'une passion. La liberté avec laquelle les Hussards ont jugé les gens, les événements et les situations ; la manière avec laquelle ils ont contribué au nécessaire débarbouillage de la Littérature ; la volonté qu'ils ont manifestée de ne pas se laisser embriquer dans les légions armées d'œillères : tous ces éléments font qu'ils sont la seule génération littéraire qui, depuis 1940, puisse être considérée comme une Ecole.

De cette Ecole, j'ai déjà écrit (2) que je ne savais pas

(1) « Les Années courtes », par Félicien Marceau.

(2) *Défense de l'Occident*, n° 94.

si elle pouvait avoir des héritiers. J'émettais alors des doutes en ne pouvant citer avec des réserves qu'un seul nom et, malgré de nouvelles lectures qui m'ont été recommandées, je reste sur ma position. Je pense que le roman, en perte de vitesse sur tous les autres genres littéraires, ne pourra connaître une nouvelle jeunesse que si les romanciers conviennent qu'il est nécessaire de changer de style tout en maintenant la raison même d'être du roman : une histoire; que si les jeunes romanciers prennent conscience que le genre littéraire qu'ils ont choisi est un genre difficile et exige des qualités autres que le verbalisme, le clinquant ou le sensationnel; que le roman événementiel ne tarde jamais à vieillir et que le lecteur n'est pas toujours un abruti de publicisé.

Les Hussards ont ouvert une porte : celle de la liberté et l'intelligence. Il devenait urgent que cette porte fût ouverte. Il appartient à de jeunes romanciers de donner à la République des Lettres cet élan et cette nouveauté que nos amis ont su apporter en leur temps.

Jean-Paul ROUDEAU.

LES LIVRES

Mémoires du Général Salan (tome 2) (Presses de la Cité).

Ces mémoires sont l'histoire de la seconde partie, la plus dramatique, de la guerre d'Indochine, vue par un chef du corps expéditionnaire français. Il s'agit donc d'un récit à la première personne, où le général Salan note ses impressions, ses pensées, ses projets et ses entreprises en tant que chef militaire en Indochine. Aussi se prend-on parfois à regretter que la guerre ainsi racontée se déroule à nos yeux moins sur le terrain que comme sur une carte d'état-major, l'action n'apparaissant le plus souvent qu'à travers les ordres donnés, le bilan des pertes et les récompenses honorifiques.

L'impression générale est, au moins jusqu'en 1951, d'une incessante hésitation, d'un total manque de détermination et de continuité du côté français, alors que l'adversaire viet-minh se signale au contraire par sa cohésion et son acharnement, tant du point de vue politique que militaire. Sauf sous De Lattre, l'armée française semble accomplir un devoir, faire son métier, non mener une croisade résolue. On comprend pourquoi, dans ces conditions, les responsables français constatent dans la population indochinoise un manque de confiance croissant dans la France, et qu'elle se tourne de plus en plus vers Ho Chi-minh, qui au moins a la fois. C'est le général Salan lui-même qui déclare : « Ce n'est pas nous qui avons ouvert les hostilités sur le plan militaire. J'ai reçu la mission de maintenir, et je maintiendrai ! » Sont-ce là les paroles d'un guerrier sûr de son combat et de l'appui de son pays ?

Un tel état de fait découle d'une raison bien simple, et c'est le plus grand mérite du général Salan que de la mettre en évidence. Durant tout le conflit, il n'y a jamais identification parfaite entre les objectifs politiques et les objectifs militaires. Pour le Viet-minh au contraire, action militaire et action politique ne font qu'une, et il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de son succès. Du côté français, rien de tel, sauf à retardement, ou bien l'action militaire vient contredire les projets politiques : il ne faut pas combattre à fond le « gouvernement légal » du Viet-nam ; on le rencontre, on se congratule, on collabore même contre les cataclysmes

naturels, on ne se bat qu'à regret ! Une année passe (novembre 1946-novembre 1947) sans qu'aucune offensive vigoureuse ne réponde à l'action du Viet-minh ; pendant ce temps, celui-ci organise des bases d'où il ne sera plus possible de le déloger.

Ou bien l'action politique appuie mal les entreprises militaires. Le soutien vietnamien reste tout au long du conflit insuffisant. L'armée, ne recevant au début aucun ordre clair du pouvoir politique, doit se contenter de « maintenir » ses positions ou prendre elle-même des initiatives, bientôt désavouées. Le pouvoir politique, ignorant la situation réelle sur le terrain et hésitant à s'engager fermement, ne fournit pas à l'armée les moyens qu'elle réclame. Cet état de choses est encore aggravé par le défaut absolu de toute continuité politique dans la métropole : Thorez, Bidault, Blum et tant d'autres se succèdent au pouvoir ; la politique indochinoise connaît autant de sinuosités que de changements de gouvernements. Certains milieux politiques appuient les militaires, d'autres les critiquent, et rien ne peut être entrepris à longue échéance. A la valse des gouvernements correspond celle des commandements militaires : « En onze mois, écrit Salan, sept responsables militaires se sont succédé... » Autant de tempéraments, autant de politiques différentes, aucune direction suivie.

L'opinion française dans sa majorité se désintéresse d'un conflit si lointain et ne mesure pas la gravité de l'enjeu. Elle ne souhaite que le retour des troupes, et l'on sait combien le problème de la relève pose de questions délicates au commandement militaire qui redoute que l'adversaire n'en profite.

La presse joue ici son rôle en minimisant les succès et en gonflant les échecs des troupes françaises. Il faut composer avec elle, au nom de la sacro-sainte loi du contrôle démocratique.

En France, on ne pense finalement qu'à se débarrasser de l'Indochine qui « crée un mauvais climat à l'Assemblée » (sic) et dans le pays : il faut traiter au plus vite avec l'ennemi, même au prix d'une paix bâclée. L'armée n'est pas appuyée par la nation ; cause de la plupart des défaites militaires, l'arrière ne tient pas.

Dans ces conditions, on ne peut répondre aux offensives concertées de l'ennemi que par des actes d'héroïsme admirables mais trop souvent inutiles parce qu'isolés. Devant l'insuffisance des moyens matériels, l'armée est déchirée entre deux impératifs contradictoires : sa propre sécurité, et celle des populations amies (Thaïs, région des évêchés). D'une façon elle perd la confiance de ceux qu'elle est chargée de protéger, de l'autre elle se perd elle-même : abandon des Thaïs, ou Dien Bien-phu...

Ce problème devait pourtant pouvoir être résolu de deux façons. Ou bien laisser les mains libres au commandement militaire en Indochine, connaisseur du pays et des hommes. Mais était-il à l'abri des erreurs? C'est la solution tentée par De Lattre, qui peut s'appuyer sur un prestige immense en renforcer le moral des combattants. « Jusqu'à maintenant, dit-il, nous n'avons jamais pris d'initiative, nous nous sommes contentés d'éteindre le feu allumé par le Viet-minh... Désormais vous allez être commandés! » Beau projet, mais qui avorte à cause de l'éternel manque de moyens militaires et de soutien politique.

Car c'est à cette évidence que tout revient. Sans la stabilité, la cohésion et la détermination du pouvoir politique, une telle guerre était sans espoir. Mobiliser l'opinion, contrôler la presse, limiter les attaques des opposants aurait sans doute permis de rétablir la situation. Mais c'était demander à une démocratie de renoncer à la démocratie... Désormais, la cause était entendue, en Indochine comme ailleurs, l'Empire était d'avance condamné, victime de la Démocratie.

Le Saut de l'Ange, d'Yves BOISSET.

« Changez le régime, vous changerez peut-être aussi les flics », s'écrie le commissaire marseillais interprété par Daniel Ivernel dans le dernier film d'Yves Boisset : « Le Saut de l'Ange ». Les critiques ont fait leurs choux gras de cette formule : comme si l'on ne savait depuis longtemps que les « flics » survivent à tous les régimes! Il semble que le moindre film policier doive aujourd'hui dire son mot sur les problèmes de la « répression », de la police et de ses liens avec l'Etat. Boisset est d'ailleurs un récidiviste puisque son film précédent : « Un Condé », avait pour protagoniste un commissaire paranoïaque. On peut constater un désir évident des réalisateurs de films policiers de « coller » à l'actualité, ce qui les condamne d'ailleurs à un succès éphémère puisque leurs allusions à l'actualité ont de fortes chances de n'être plus comprises à brève échéance. D'allusions, le film de Boisset en fourmille : l'action du film a pour cadre les milieux de la pègre marseillaise, et l'on nous montre les accointances des truands avec le préfet, les pressions sur la police pour protéger un candidat de la majorité qui est aussi, comme par hasard, un requin de l'immobilier dont la société s'appelle la SAC. Bien entendu, toute ressemblance avec des personnages ou des organisations existantes serait pure coïncidence... Face à la conspiration du silence, de la lâcheté et du crime se dresse un homme seul, le truand — repent — au cœur d'or... et à la poigne d'acier, interprété par Jean Yann. Occasionnellement apparaissent aussi de

jeunes maoïstes sans défense, brutalisés par les CRS et les gens de la SAC lorsqu'ils barbouillent les affiches du méchant candidat de la majorité, et d'ailleurs contents d'être brutalisés puisque, disent-ils, « de toute façon le candidat de la majorité ne sera pas élu : les gens en ont marre » : En somme, cocus, battus et contents !

Il ne faut pas croire pour autant que Boisset ait fait un film tant soit peu politique ou corrosif. En effet, personne n'impose plus les liens entre la police, le régime et les truands, à cause des services que ces derniers auraient rendus à la Résistance : et là, certains noms à consonance corse reviennent à la mémoire de chacun... A quelle occasion, par exemple, l'un des truands du film, nommé Orsini, a-t-il obtenu la Légion d'honneur qui orne son veston ? On ne s'étonne pas non plus de voir des candidats de la majorité (dans le film, il ne s'agit que des candidats, non de députés) liés à l'affairisme immobilier, même si on se les représente plus « naïfs », moins odieux et cyniques que le personnage de Boisset. Il faut dire en effet que les traits sont trop caricaturaux, les caractères vraiment trop convenus : c'est de la psychologie pour série noire ; on est dans le domaine de la bande dessinée, et la portée politique du film reste minime. Il ne suffit pas, pour faire un film politique, d'adopter la chronique récente des scandales politico-financiers à la vieille recette des films policiers. Le film de Boisset souffre un peu de cette oscillation entre les deux genres : c'est un médiocre film politique, et un honnête film d'aventures policières.

« **Le Sang d'Israël** », roman par SAINT-LOUP, Editions Presses de la Cité, 315 pages.

« Sara vit rire le fils (1) que l'Égyptienne, Agar, avait enfanté à Abraham, et elle dit à Abraham : « chasse cette esclave et son fils ; car le fils de cette esclave ne doit pas hériter avec mon fils Isaac ». Cette parole attrista beaucoup Abraham au sujet de son fils. Mais Dieu dit à Abraham : « ne t'attriste pas pour ce garçon et pour ton esclave ; quoi que Sara te demande, consens-y, car c'est d'Isaac que naîtra une postérité à ton nom. Mais du fils de l'esclave, je ferai aussi une nation parce qu'il est né de toi » (2).

Ghaleb, secrétaire du Grand Mufti de Jérusalem et Yehuda Preuss, échappé du ghetto de Varsovie essayant de rejoindre la Palestine, sont, dans le roman de Saint-Loup, les symboles violents de la lutte fratricide entre Ismaël et Israël. Il nous

(1) Ismaël.

(2) Genèse (XXI, 8-13).

est difficile de discuter de cette guerre qui oppose actuellement Juifs et Musulmans car il est facile de confondre trop rapidement Israël et Sionisme ; Arabes et Belleville. Le sang versé en Israël est autant celui des Juifs que des enfants d'Ismaël et je n'en voudrais pour témoignage que le roman de Saint-Loup.

Ghaleb et l'abbé Pelletier, jésuite engagé volontairement dans le S.T.O., réussissent à faire passer Yehuda Preuss, en Hongrie. Après quelques aventures à travers une Europe devinant l'Apocalypse prochaine, le Juif de Varsovie arrive dans la Palestine occupée par les troupes britanniques et s'engage dans un commando de résistance, d'abord à la présence anglaise, puis à celle des Arabes. Chacun connaît les faits. L'indépendance de l'état d'Israël est votée par l'O.N.U. Il faut reconnaître que si les Arabes ne sont pas chassés par la Force, les Juifs créent des conditions telles que la seule chance de ne pas mourir est de quitter des territoires qu'ils occupaient depuis des siècles. « La question est très simple. Dans les territoires qu'ils occupent, les Juifs nous prennent tout. »

Après la guerre des six jours, tout ce qui n'est pas juif disparaît. Ghaleb, qui administre les biens Wakf (3), raconte à Roland Pelletier préoccupé par le sort des réfugiés palestiniens : « toutes nos entreprises de construction ont fermé leurs portes. La fabrique de plastique... vient d'être détruite dans le cadre d'un plan « d'urbanisme »... l'administration arabe n'existe plus à Jérusalem ». Les personnages du roman de Saint-Loup nous racontent l'histoire et la politique : les luttes d'influence entre les différents mouvements palestiniens de résistance, les appropriations des biens arabes par les juifs, la misère des réfugiés ignorant la politique et vivant en sursis, l'aide financière de la diaspora.

Il est difficile de prendre partie dans ce conflit tragique. Toutefois, à moins qu'elle ne soit fermée par les forces juives, je ne comprends pas pourquoi la « conscience universelle », habituellement si tatillonne lorsqu'il s'agit par exemple de l'Angola, reste sourde aux cris de la misère palestinienne. Je refuse la pitié hypocrite et si certains évoquent toujours les camps nazis, je ne sais que dire qu'ils ont coûté 60 milliards de marks à l'Allemagne vaincue et massacrée.

David reconstruira sans doute le Temple mais il y aura toujours un Titus pour le détruire (4).

Jean-Paul ROUDEAU

(3) Il s'agit des biens religieux.

(4) Je signale aux gens de la F.N.D.I.R.P. que la notion d'antisémitisme est une plaisanterie grotesque. Les Arabes palestiniens sont des sémites. Le Yehuda Preuss de Saint-Loup est un « blond aux yeux bleus ».

« **Un Procès de l'Épuration : Robert Brasillach** », par Charles AMBROISE-COLIN, aux Editions Mame (collection « Les Dossiers ressuscités »), 260 pages.

On ne dénoncera jamais suffisamment la justice épuratoire fabriquée par la soi-disant « Libération », cette justice au carcan beaucoup plus préoccupée par la machine de Guillotin que par la balance de Thémis. Maître Charles Ambroise-Colin apporte son concours à cette dénonciation, qui se développe, en étudiant les mécanismes d'un procès de l'épuration : celui de Robert Brasillach.

Il est une légende à dénoncer, c'est celle qui prétend que Brasillach fut un partisan du Nazisme. Disciple de Charles Maurras et rédacteur à « l'Action Française », il ne pouvait que considérer avec bienveillance ce régime d'ordre tout en reconnaissant ses excès philosophiques et romantiques. Il est favorable à un fascisme français qui saurait conjuguer national-socialisme et liberté individuelle. Il aura pendant la guerre l'action que l'on sait en tant que rédacteur en chef de « Je suis partout ». Mais l'honnêteté n'étant jamais synonyme de politique, il restera dans le domaine de l'illusion sans comprendre la réalité trouble du régime de Vichy.

En 1944, lorsque le gouvernement de fait de De Gaulle succède à celui légitime et légal du Maréchal Pétain, il faut trouver un moyen qui permettra à ce premier d'éliminer les opposants aux théories résistancialistes. « Il faut, dans les révolutions, des moyens pour les habiles, des impostures pour la masse, des prétextes pour les sanguinaires, un idéal pour les purs ». L'histoire étant toujours bonne conseillère, même dans la délation, on ressuscite donc la loi des suspects, qui, dans le cas présent, aura alors deux aspects : l'article 75 du code pénal et l'ordonnance du 26 décembre 1944. Le fait d'avoir une opinion non conforme devient un délit et les juristes du Comité d'Alger n'hésitent pas un seul instant à faire rétroagir la loi pénale. L'intention est évidente : il s'agit de persuader l'opinion publique que le Gouvernement de Vichy a agi en état d'illégalité et d'illégitimité et que les quatre années de son administration devaient être considérées comme nulles. Mais la contradiction majeure de cette théorie fut que l'on fit appel à des magistrats ayant prêté serment au Maréchal Pétain, fut que de nombreuses lois de l'Etat Français ne furent pas abrogées et que l'action de l'administration civile fut reconnue valable. Que cette contradiction ahurissante fut acceptée et n'émut pas grand monde, montre en partie l'état de folie dans lequel se trouvaient les Français.

Robert Brasillach fut l'une des victimes de cette justice gaspillée de 1944, de cette caricature de justice qui admit la désignation de jurés partisans, de ces impératifs de politique

louche qui avait besoin de sang pour pouvoir s'asseoir. Mais il faut souligner que la justice épuratoire — tout au moins celle qui nous intéresse en ce moment — ne fut pas clandestine ou provisoire. Ses excès ne furent possibles que parce qu'ils avaient le support de la loi et je ne crois pas que tous ces procès de l'épuration qui se terminèrent presque toujours à Thiais auraient été possibles si le législateur — le mot est bien pompeux pour ces gloutons de cadavres — si le législateur donc n'avait pas créé lui-même les conditions nécessaires à ce jeu de massacre.

« Il y a longtemps qu'on nous a appris... qu'il était juste de peser les hommes non d'après leurs croyances mais en raison de leur pureté, de leur courage, aussi de leur esprit. Le procès et la mort de Brasillach ont été, croyons-nous, une insulte à cette vieille règle de presque toutes les morales... »

Jean-Paul ROUDEAU

Gabriel MATZNEFF, « Le Carnet Arabe », La Table Ronde, 229 pages.

M. Gabriel Matzneff a surgi dans la littérature par la porte, je crois, du journalisme. Pendant plusieurs années, il défendit dans les colonnes de « Combat » son amour des paradoxes, qu'ils soient politiques, littéraires ou religieux. Mais le « défi » qu'il lançait alors du bout de sa plume alerte n'était pas le défi orgueilleux de Rastignac ; il s'agissait de celui généreux et un peu irréel de Don Quichotte.

« Le Carnet Arabe » est le cinquième ouvrage de Gabriel Matzneff. Il nous explique qu'il s'agit d'un extrait du journal qu'il tient depuis sa dix-septième année. Ce livre est consacré au voyage qu'il fit au Moyen-Orient en 1970. Le Moyen-Orient de l'auteur est celui de la Syrie, du Liban et de la Jordanie. Je comprends que cette contrée sur laquelle souffle l'esprit de la foi et de l'histoire ait cet orthodoxe, amoureux de l'Antiquité.

Gabriel Matzneff se définit lui-même comme étant un homme de loisir, de prières et de volupté : c'est un sage. Mais il est dangereux aujourd'hui de glisser de la sagesse dans ses propos : la sottise est trop triomphante. L'auteur voit le Moyen-Orient contemporain à travers une tasse de thé brûlant, sur les traces d'Antoine et de Cléopâtre ou en compagnie de Renaud de Châtillon. Il a compris que cette région, comme elle le fût sous la glorieuse Rome, demeure toujours le lieu des épousailles mouvementées entre l'Orient

arabe et notre Occident, maintenant anémié par la dictature de la « civilisation américano-soviétique ».

L'auteur n'a pas vu la guerre, ou tout au moins il en parle très peu. Qui oserait le lui reprocher ? Il n'y aurait qu'un livre de plus à jeter dans le dossier de l'un des deux camps. Gabriel Matzneff, parce que son goût l'y pousse, préfère nous raconter la terre des monastères et des mosquées, celle des souvenirs glorieux et de la poésie. Ce livre choquera sans doute certaines habitudes, mais c'est un excellent moyen pour forcer les gens à sortir de leur torpeur.

J'écrivais il y a quelques mois, dans cette même revue, que je considérais Gabriel Matzneff comme étant le seul auteur à pouvoir continuer la génération des « Hussards ». Je le pense toujours et son « Carnet Arabe » promet un grand écrivain.

Jean-Paul ROUDEAU

Bernard GEORGE, « Une Histoire de la République Fédérale Allemande », La Table Ronde, 270 pages.

Willy Brandt le déserteur vient de recevoir le Prix Nobel de la paix. Chacun sacrifie au goût du jour et s'il fallait une fois de plus choisir parmi les torpilleurs de l'Occident, remercions les Suédois et leur morale synthétique de n'avoir pas eu l'audace de couronner de leurs lauriers à la dynamite le peu orthodoxe Don Helder Camara. Bernard George ignore cette distinction aujourd'hui démagogique lorsqu'il a écrit sa très intéressante « Histoire de la République Fédérale Allemande ». Cet honneur semble absoudre l'Allemagne vaincue de 1945 et la confirmer dans sa place de membre à part entière au sein du chapitre des nations occidentales.

Chacun connaît les événements qui aboutirent à la capitulation sans condition que le Grand-Amiral Doenitz dut demander aux alliés, signature qui confirma la ruine du régime National-Socialiste. L'Allemagne n'était alors plus qu'une ombre. Les bombardements l'avaient transformée en champs de ruines alors que les bolcheviques faisaient des régions, occupées par eux, des dépotoirs de cadavres et un conservatoire de misères. La bonne entente qui présidait apparemment aux entretiens de Yalta fut vite oubliée, tant par les uns que par les autres. Alors que les Occidentaux entendaient traiter l'Allemagne comme étant une réalité de droit, les Soviétiques ne voulaient la considérer que comme un état de fait.

Le premier but des Occidentaux, de leurs trois gouvernements, fut de réorganiser une Allemagne « démocratique » en extirpant de la population toutes les tentations ou les

vertiges nationaux-socialistes, tout en admettant cependant qu'il existait une entité politique allemande que les vainqueurs de l'ouest acceptaient de reconnaître dans ses frontières de 1937. Bernard George analyse le rôle de l'Allemagne Fédérale dans l'évolution de la politique européenne. Elle fut, comme l'a écrit un journaliste, « au cœur des discordes » et demeure encore, ou plutôt a demeuré jusqu'à il y a quelques mois, le meilleur rempart à la boulimie soviétique.

La première période coïncide avec celle que l'on a appelée le « règne d'Adenauer », celle de la reconstruction et de la restauration, tant économique que politique. Mais la volonté principale, avouée depuis quelques années, est avant tout la réunification du pays sur la base d'une démocratie telle qu'elle est pratiquée à l'Ouest. En effet, si jusque vers 1965, la préoccupation principale fut l'intégration au sein d'une Europe unie et la participation fidèle à la défense de l'Atlantique Nord, les utopies gaullistes ont détourné les dirigeants d'outre-Rhin de leurs premières ambitions vers cette volonté de réunification à n'importe quel prix, très souvent d'ailleurs artificiellement entretenue.

Le livre de Bernard George a le mérite d'expliquer clairement, et sans vaine érudition, l'évolution de l'Allemagne depuis sa défaite. C'est un livre que je conseille à tous nos amis qui voudraient connaître autre chose que les turlupinades d'un prix Nobel.

Jean-Paul ROUDEAU

Antoine BLONDIN, « Monsieur Jadis ou l'Ecole du Soir », Editions de la Table Ronde, 240 pages.

« Longtemps j'ai cru que je m'appelais Blondin, mon nom véritable est Jadis ». Ce long récit de noctambule assoiffé peut surprendre pour qui n'a jamais connu la nuit et ses attrait, la tentation d'entrer à deux heures du matin dans un café qui baisse son rideau ou les mégalomanies exprimées entre deux verres. L'Ecole du Soir est celle de l'apprentissage de la vie souterraine réservée à quelques initiés, qui, tristement sérieux au soleil, décoorent le banal des extravagances de l'imagination créatrice aux lueurs de la lune. C'est aussi une armée en campagne avec son quartier général, les points de repère qui mesurent l'étalement de la nuit. Mais il n'y a ni vainqueur ni vaincu, seulement des comédiens qui s'observent et se complètent.

Monsieur Jadis est connu dans ce monde pour ses goûts de prince, sa somptuosité verbale qui transforme la victime de la curiosité policière en chevalier servant de quelque prin-

cesse en exil et sauveteur d'une tendre et trop généreuse fille enlevée. Une mère d'une merveilleuse naïveté protège cet enfant qui est encore à l'âge « où l'on croit que l'espérance est belle sous les pas d'un promeneur, à minuit ». Cette espérance est soutenue par des amitiés, fidèles à toute épreuve. Que Monsieur Jadis soit victime de l'une de ces vérifications d'identité qui sont l'amusement favori des fonctionnaires de la maréchaussée ou qu'il cherche un abri à cinq heures du matin, il y a toujours un ami pour le sortir du commissariat racoleur ou une porte où l'on peut frapper.

A ceux qui ont aimé les précédents romans d'Antoine Blondin, je ne pourrais que conseiller la lecture de « Monsieur Jadis » qui est le témoignage de la franchise et de la fidélité.

Jean-Paul ROUDEAU

Il
de
la

O
N
qu
Fe
di
M
ré
Ch
un
len
me

me
qu
ac
bie
le
les
soi
du
à
l'é
et
(m

LE CINÉMA

LE CHAGRIN ET LA PITIE

Film de Marcel OPHULS.

C'est un film qui surprend, réjouit et irrite à la fois. Il surprend, par le seul fait qu'il existe. Il réjouit, parce qu'il démolit un mythe qui est loin de nous être cher, celui de la Résistance. Il irrite par ses lacunes et ses partialités.

Est-ce un film objectif, à supposer que l'objectivité existe ? Oui et non. Oui dans sa forme matérielle, sa présentation. Non, dans les intentions cachées de son réalisateur. On sait qu'il s'agit d'une enquête sur une ville française (Clermont-Ferrand) sous l'occupation. On interroge les témoins les plus divers, aussi bien les grands noms de la Résistance, Pierre Mendès-France, Jacques Duclos, Georges Bidault, que les résistants moins connus de la terre d'Auvergne ; on interroge Chambrun, gendre de Laval, Lamirand, ministre de Vichy, un résistant monarchiste et un ancien de la Division Charlemagne, et des officiers allemands en occupation à Clermont.

Permettre à des hommes de partis aussi opposés de s'exprimer librement (mais dans quelle mesure n'a-t-on pas censuré quelque peu certaines déclarations ?) est déjà un pas immense accompli dans la destruction du « mythe résistant ». On voit bien, à la lumière de ces souvenirs et de ces documents, le peu qu'il en reste. Car le film nous fait accéder à toutes les opinions de l'époque, officielles ou non, propagande vichysoise, informations allemandes, souvenirs de grandes figures du conflit, et de gens ordinaires n'ayant assisté que de loin à la bataille. On nous présente ainsi l'opinion allemande de l'époque, ses vues sur la barbarie (allemande ou française ?) et la civilisation, sur les effets de la démocratie en France (misère, égoïsme, mesquinerie), la fuite éperdue des « gros

bonnets » et l'exode dramatique des petites gens, les contacts qui se nouent entre occupants et occupés : un peu de mépris parfois pour notre pays, mais aussi beaucoup de bon sens. D'autres images nous montrent le chômeur partant travailler en Allemagne, les tâches difficiles du gouvernement de Vichy, l'animation politique du Paris de l'époque. D'autres encore, l'envers de la « Libération » tant exaltée : ses dénonciations arbitraires, ses vengeances mesquines, ses exactions caractérisées. Enfin, la sérénité du résistant d'Astier surprend, comme l'impartialité de son jugement politique. On l'entend dire (ce que nous savons déjà) que de Gaulle a commencé par un abus de confiance, qu'il n'était qu'un roi sans sujets, et que la majorité écrasante du peuple français était pétainiste. Plus étonnant encore, les Résistants, confesse-t-il, étaient souvent des ratés ou des inadaptés. Saluons tant de lucidité !

Les deux points de vue contradictoires nous sont donc présentés avec toute l'apparence de l'objectivité. L'enseignement que l'on serait tenté d'en tirer serait donc une leçon de scepticisme : une idéologie ne vaut guère plus qu'une autre, et l'une et l'autre commettent autant de crimes. Mais de ce fait, il ressort du film une impression peu flatteuse de notre pays, ou plutôt de l'idée que certains s'en font. Mis à part un engagement résolu aux deux extrémités de l'éventail politique (qui se valent bien), la grande masse est dans l'indifférence la plus complète vis-à-vis des grandes options politiques du moment. La plupart peuvent dire, comme Géminioni : « Les Allemands, on ne les a jamais vus avant l'apparition des maquisards ». Le premier souci du Français d'alors est de manger, le second de se divertir. Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons qui ont fait interdire le film à la télévision : si vraiment le Français sous l'occupation n'est partagé qu'entre son clapier et les chansons de Maurice Chevalier, quelle place reste-t-il au grand mythe de la France Gaulliste et Résistante tout entière tournée vers son sauveur et libérateur ; aucune, et cela n'a évidemment pas plu à certains...

Mais dans ce film qui semble ne vouloir rien démontrer, jusqu'où va l'objectivité ? Est-elle réelle, ou n'est-elle qu'un masque ? N'y a-t-il pas de lacunes volontaires ? Certaines réponses n'ont-elles pas été « censurées » ? Certaines ques-

tions ne sont-elles pas empreintes de partialité, voire de mesquinerie ?

Que penser de celle que Marcel Ophüls pose à la malheureuse femme torturée par les « Libérateurs » ? : « N'avez-vous jamais pensé, quand vous étiez au fond de la baignoire, que d'autres avant vous avaient subi le même sort ? » : question aussi pertinente qu'élégante, mais ne vise-t-elle pas à nous faire croire qu'après tout ceci compense cela ?

De même, Ophüls reste-t-il objectif lorsqu'il accueille sans critique le ton scandalisé avec lequel M. Rochat dépeint les conditions du procès de Mendès-France, et celui bien différent, bonhomme et presque serein, avec lequel il aborde les exécutions sommaires de la « Libération » ?

Mais c'est surtout à propos du problème juif qu'Ophüls tombe dans la partialité. Manifestement, ses questions à Chambrun visent à le ridiculiser. De même, il cherche à donner mauvaise conscience au commerçant clermontois « coupable » d'avoir fait passer une annonce certifiant qu'il était non-juif ; et pourtant une telle inquisition ne parvient pas à démonter le brave homme bien sûr de son droit.

En outre, par un habile arrangement d'images d'origines différentes (celles qui présentent Laval travaillant à Vichy, et celles d'interviews antilavalistes), Ophüls prétend nous montrer un Laval uniquement préoccupé de répression anti-juive et antirésistante. Combien de spectateurs n'auront pas cru que le coup de buvard qu'on le voit donner séchait la signature d'une déportation ?

Enfin, plusieurs questions fondamentales ne sont pas résolues ni posées avec rigueur. Dans quelle mesure la politique que Pierre Mendès-France qualifie de « collaboration avec l'ennemi » était-elle vraiment une trahison ? Car après Mers-el-Kébir, la question que se sont posée de nombreux Français était bien celle-ci : qui est réellement l'ennemi de la France ? Enfin lorsqu'on accuse le gouvernement de Vichy d'avoir maintenu en France une légitimité qui était une trahison, pense-t-on seulement à comparer le sort de la France avec celui de la Pologne ?

La France à l'époque de l'occupation était soumise à une certaine propagande : c'est un fait. Est-ce à dire

qu'avant la guerre, les Français n'ont subi aucune propagande, qu'elle soit d'origine gouvernementale ou qu'elle provienne de milieux politiques divers ? Sans cela, comment expliquer la haine et la panique antiallemandes pendant l'exode et encore sous l'occupation et à la « Libération » ? Le Français se formait-il librement son opinion avant la guerre ? A une propagande a succédé une autre propagande, et rien de plus.

Le film a donc finalement un mérite, il invite au scepticisme : l'image du « colonel Gaspar » roulant dans sa Mercedes gagnée, comme il dit, « à l'école du crime » n'est-elle pas un symbole ?

Le film d'Ophüls pêche pourtant par un défaut immense : il analyse l'occupation sans se référer aux causes et aux antécédents du conflit franco-allemand. Seul La Mazière y fait allusion, lorsqu'il parle du climat de 1934, du Front Populaire et de la Guerre d'Espagne. Mais n'y avait-il pas d'autres éléments à souligner ? Les véritables responsabilités de la guerre sont passées sous silence. Dans quelle mesure de nombreux Juifs déportés n'étaient-ils pas les Juifs allemands récemment immigrés qui avaient poussé la France, ses habitants et son gouvernement à la guerre contre l'Allemagne ? Lorsque Mendès-France parle des « figures de haine » acharnées à nuire à l'ancienne classe dirigeante de la Troisième République, n'omet-il pas sciemment la situation politique de l'avant-guerre ? Songe-t-il à toute une fraction du peuple français rejetée de la participation au pouvoir ? Des élections entre 1936 et 1939 n'auraient-elles pas montré l'importance de la masse des sympathisants du P.S.F. et du P.P.F. ? Le personnel au pouvoir a bel et bien développé en France une atmosphère de guerre civile en refusant d'intégrer une partie du peuple au régime en place : ce régime et son personnel ont finalement payé cette erreur après la défaite...

En définitive, *Le Chagrin et la pitié* n'aborde pas à fond l'explication de la mentalité des Français sous l'occupation, car il ne fait aucune allusion au « blocage » de la démocratie dans les années 1933-1939. Quant à la fin de l'occupation et au renversement du régime de Vichy, il nous fait bien comprendre (si nous ne le savions déjà) que ce n'est pas la volonté du peuple qui a assuré la légitimité des « Libérateurs », mais la seule fortune des armes.

REFLEXIONS SUR
LE « BONAPARTE ET LA REVOLUTION »
d'ABEL GANCE

Prière de ne pas confondre le « Bonaparte et la Révolution » de 1971 avec le « Napoléon Bonaparte » de 1926 : le muet y a trouvé parole et le maître nous oblige d'une présentation en couleurs. Quelques séniles sornettes, délicatement soulignées par un pull d'un rouge vif : mais comment se fait-il que les contestataires de 1968 n'aient pas pensé à lui ? Quelques citations de Marx, destinées à donner le ton, le même : la dialectique est généreuse qui permet l'allègre récupération de toute l'histoire — tout est bien qui finit bien. Démagogisme de ce « Bonaparte et la Révolution » : cela voudrait jouer à la réaction naturelle contre la fausse appellation d'un film sur la Révolution. Or la réunion en un même programme des deux parties accuse d'autant ce qu'une analyse révèle à l'évidence, à savoir qu'il y est peint avant tout, l'avènement en Bonaparte de Napoléon. Signification que l'on perçoit néanmoins dans le nouveau titre, car « Bonaparte et la Révolution », c'est surtout Bonaparte en face de la Révolution qu'avec la Révolution.

Tout commence par la fixité d'estampes de l'époque, que gagne bientôt l'animation : une éruption qui soulève des siècles de tradition, le tremblement d'une terre si traditionnellement tranquille, c'est la Révolution. Abel Gance a voulu faire de son film une épopée romantique : de là bien des effets qui apparaîtront forcés, près de cinquante ans après, quand un certain cinéma expressionniste et théâtral n'a plus cours. Mais comment cela ne serait-il pas, puisque tout y est force ? Une famille métaphorique domine constamment les deux premières heures de la projection, celle du flot, de la boue des flots : flots de paroles, flots de sang, marées humaines, débordements en tous genres, torrents de boue qui engloutissent les cadavres des soldats au siège de Toulon, tempête sur une Méditerranée déchaînée, la grande Epreuve

initiatique soutenue par Bonaparte, qui réussit à se « sauver des eaux ».

Tout est mouvance, désordre et dispersion, dans cette première partie et Bonaparte n'entrera vraiment en action — sa religion — que vers la fin de celle-ci, après qu'il aura connu l'expérience d'Achille sous la tente, puis celle d'Ulysse en son odyssée. Il nous est d'abord montré comme un jeune officier permissionnaire cloîtré dans une chambre du centre de Paris. Une remarque générale ici s'impose : certes Abel Gance ne s'en tient pas le moins du monde à la lettre anecdotique de l'histoire et ce bilieux tâcheron d'Henri Guillemin qui n'a jamais fait que de la petite histoire, ne saurait se satisfaire des à-peu près et des « contre-vérités » du film. Ce qui doit intéresser en fait, c'est le sens profond qui le traverse, à un niveau tout autre que les méprisables affirmations d'un vieil homme hargneux et que, par exemple, les études sérieuses mais strictement insignifiantes réunies dans un numéro spécial du *Crapouillot*, sous le titre « Napoléon, cet inconnu ». C'est ainsi, de même, qu'il doit être possible de parler, à propos de cette figure, de ce phénomène exceptionnel, et d'Achille et d'Ulysse : le mythe est toujours plus vrai que l'anecdote.

En opposition avec le tumulte de la rue et les excès des révolutionnaires, deux images nous sont soumises que nous devons lier : l'intérieur du palais des Tuileries avec Louis XVI et la modeste chambre de Bonaparte. Cette mise en rapport se justifie sur le plan de l'intrigue par le fait que le roi se décide à signer sa dernière nomination d'officier, celle de Bonaparte, comme capitaine. Capitaine, c'est-à-dire déjà, chef.

Des Tuileries jusqu'à la mansarde d'un officier jacobin, l'héritage de la Monarchie se transmet. Peu importe qu'Abel Gance ne veuille sans doute rapprocher ces deux mondes que pour mieux les opposer : il reste qu'un sens se dégage qui est celui d'une certaine continuité. Louis XVI n'a signé sa nomination que parce qu'il a vu en Bonaparte un noble et si Bonaparte ne se mêle pas à la foule des sans-culottes, c'est parce qu'il a commencé à voir en lui-même un Napoléon. Et en ces temps où tous perdent la tête, sur l'échafaud ou par folie sanguinaire, il garde le masque de l'impassibilité. Seul dans sa chambre, il est celui qui ordonne par l'écriture

et la description le désordre de la vie et de la mort des Parisiens ; il prend ses distances avec le réel et l'histoire pour mieux réfléchir sur eux et sur lui-même, pour pouvoir dans le futur, les infléchir de lui-même. Comme Achille qui se retire sous la tente, il espère, à la faveur des événements révolutionnaires, un grand retour sur soi. Condition nécessaire de son « entrée en histoire ». Ce retour, il le vit dans le temps de l'écriture comme dans l'espace du voyage. En revenant à ses sources et familiales, il inverse l'aventure odysseenne : il ne va pas « retrouver » en Corse sa fonction de Père (ou de mari) pour l'assumer sur place, comme fait Ulysse, mais il va l'y chercher — auprès de Laetitia — pour l'exporter en France. Il comprend qu'au lieu de combattre les prétendants de la Corse, il lui faut se constituer lui-même prétendant de la France et lutter contre les autres prétendants de la France. Il sait que les Français qui en guillotinant Louis XVI accomplissaient le rituel meurtre du Père vont bientôt avoir besoin d'une nouvelle autorité : il leur faut un Père qui ne condamne pas le meurtre de l'Autre, mais qui l'assume, un Père choisi, un Père-Prétendant.

Le voyage périlleux qu'effectua Bonaparte (toujours selon le film de Gance : pourchassé par les hommes de Paoli, il doit quitter la Corse sur une barque et il affronte en pleine mer une forte tempête) n'est pas « retour » de la terre à l'île, voyage d'après la bataille pour les retrouvailles avec le confort, mais retour de l'île à la terre, voyage d'avant les batailles et l'action, voyage de l'avènement et de l'aventure. Mystique du « retour » : retour d'Egypte en catastrophe, mué en véritable triomphe romain — venant de la lointaine et exotique Egypte, il apparut prestigieux à la foule qui ne se demande pas s'il avait vraiment remporté une victoire définitive — et retour de l'île d'Elbe, à la racine même de ce mythe napoléonien du Sauveur qui imprégnera tout le XIX^e siècle. Cent Jours de Rêve. Rêve de Mille Ans.

Cette première « sortie » de Bonaparte qui le mène en Corse continue et amplifie la prospection qu'il faisait à Paris de soi et des choses. Mais en fait, il ne sortira vraiment de lui-même pour s'exprimer dans l'histoire qu'à l'occasion du siège de Toulon, alors il se révèle et s'impose à tous.

Gance nous le montre face à l'Etat-Major Français incapable d'avancer un plan de bataille, comme le jeune Jésus interrogé par les docteurs du Temple. Lui, il sait. Et son savoir le fait vaincre.

La première partie de ce très long film s'achève donc sur cette note de gloire de Bonaparte dont déjà le destin nous est signifié par un leit-motiv que l'on retrouvera de plus en plus, l'aigle impérial. Consacrée à la Révolution jusqu'à l'apogée de la Terreur robespierriste et face à elle, à la formation psychologique d'un Bonaparte pour l'essentiel passif, elle s'oppose à une seconde partie où il va s'intégrer réellement à l'action pour finir par la conduire dans son entier : Gance n'a pas besoin d'évoquer Brumaire, il lui suffit de montrer Bonaparte comme chef de l'Armée d'Italie. Tout est consommé.

Revenons sur la composition du film, qui est originale. Dans le cinéma traditionnel de grand spectacle, qu'il s'agisse de « Guerre et Paix », d'« Alamo » ou de l'« Austerlitz » d'Abel Gance, la première partie semble réservée aux amours, aux loisirs, aux fêtes. C'est l'avant-guerre insouciant, le calme avant la tempête, avant cette deuxième partie qui n'est que violence et horreur. Beaucoup plus subtilement composé est « Bonaparte et la Révolution » : on ne discerne pas d'opposition brute et radicale entre les deux parties mais une sorte de progression dramatique, de mise en ordre spectaculaire. Bonaparte, après la préparation qu'il s'est imposée et sur laquelle nous avons insisté, récupère les énergies qui se dispersaient et s'éloignaient, les ordonne et les traduit en victoires sur l'étranger. Deux images symbolisent ce cheminement : le premier moment, c'est Bonaparte voyant de sa fenêtre de chambre les sans-culottes descendre la rue avec au bout de leurs piques des têtes de guillotins ; le deuxième, c'est celui du jeune général Bonaparte fier de contempler ses soldats de l'Armée d'Italie qui défilent devant lui, avec leurs coiffures au bout de leurs baïonnettes. Les temps ont changé. Enfin la deuxième partie est en même temps que celle de la guerre — la vraie, qui n'est pas « civile » — celle des amours : Bonaparte ne dissocie pas ces deux pôles de l'activité virile. Il montre par là que l'homme n'est homme qu'en faisant et la guerre et l'amour. Gance l'exprime symbo-

liquement par la surimposition de Bonaparte, du globe terrestre et de Joséphine, ce qui constitue la dernière image de son film.

*
**

Ce qu'il nous faut voir, suprêmement, dans ce film, c'est la figure du Chef telle que l'a inventée le bonapartisme et généralement continuée le fascisme. On aime à répéter chez les démocrates que les totalitarismes se ressemblent tous : rien de plus faux, en vérité, et cela à tous les plans. Au sommet, précisément, puisque nous étudions la figure du chef Bonaparte. Comparera-t-on les « grands » du communisme international vivants ou morts avec les chefs fascistes d'un passé récent ? Il n'est pas indifférent que Staline, Castro ni Mao n'aient reçu de noms particuliers pour les « postes » qu'ils occupent (ils sont seulement présidents de partis...) Preuve que la démocratie sévit toujours dans ces régimes, un peu plus malades que les autres sans plus. Au contraire, de l'autre côté, nous trouvons les « duce », « führer », « conducator », « caudillo »... Pourquoi cela ? Parce que le fascisme naît d'une certaine tradition révolutionnaire — le meilleur de cette tradition, l'impérialisme et le « populisme » — à laquelle s'associe, dans une synthèse originale, une profonde tradition contre-révolutionnaire. De cette façon, il surmonte les démocratiques oppositions entre la droite et la gauche.

Quel est donc ce Chef ? Nous avons dit plus haut que le génie de Bonaparte avait été de se présenter devant les Français comme un père-prétendant : au fond, il faisait là une synthèse de l'Ancien Régime et de la Révolution, la figure du père transcendant et vengeur appartenant à la tradition monarchique, celle du prétendant relevant de l'esprit démocratique. Le père s'impose, même et surtout s'il paraît étranger ; le prétendant se pose quant à lui comme candidat, il n'a de cesse de se faire connaître, il requiert les suffrages, les voix, les acclamations de ceux qui vont le choisir, ses « électeurs ». Le film de Gance exprime admirablement la complexité de cette figure de Chef que Bonaparte réussit à se composer (tout se fait beaucoup plus spontanément, d'ailleurs, et il ne faudrait pas croire à un machiavélisme

de sa part) grâce à l'introduction de celui qu'on peut considérer comme le second héros du film, un héros et non pas un prétexte à une anecdote distractive et insignifiante. Car l'anonymat de cet homme ne signifie pas l'insignifiance, mais au contraire l'importance symbolique ; revenant par trois fois à travers le film, après que Bonaparte est entré en action (il faut se souvenir de ce détail), il devient leit-motiv tout comme l'aigle impérial, signe de la montée en Bonaparte de Napoléon. Nous le découvrons pour la première fois dans les environs de Toulon au moment du siège de la ville. Il est cabaretier et sa maison accueille l'état-major français et Bonaparte en particulier. Ce jeune capitaine, il le reconnaît, lui, l'ancien cuisinier du collège de Brienne. Il essaie alors de se faire reconnaître du capitaine Bonaparte, mais en vain, car ce dernier, sans d'ailleurs exprimer le moins du monde de mépris à son égard, ne le « voit » pas. Et pourtant, l'homme est conquis par ce soldat, d'autant plus conquis que cette familiarité qu'il a ressentie n'entrave en rien l'admiration respectueuse et craintive. Condition nécessaire de cette « conquête », Bonaparte ne devait pas reconnaître le cabaretier : il suffisait que dans l'esprit de celui-ci, une certaine intimité s'établît déjà avec lui.

C'est cet homme qui, pure invention il va sans dire d'Abel Gance, mais parfaitement « vraie », sauvera Bonaparte en avalant les papiers du dossier dressé contre lui, au moment de son emprisonnement, après le 9 thermidor. Et nous le reverrons dans les rangs de l'Armée d'Italie : là encore, en sortant du rang, il essaiera de se faire reconnaître de Bonaparte, en vain encore une fois. Mais peu lui importe, il le suivra aveuglément. Nous le verrons, Bonaparte ne devait « reconnaître » que ceux qui n'avaient pas encore cette familiarité avec lui, à la différence du cabaretier amplement « servi » par la Fortune.

C'est donc toute l'ambiguïté et la complexité du caractère du Chef qui s'exprime déjà en Bonaparte et s'épanouira en Napoléon. Napoléon saura qu'il doit être pour ses soldats, pour tous les Français, à la fois connu et inconnu, le petit caporal, celui qui vit la vie de tous et de tous les jours et aussi l'Empereur, l'Aigle qui survole toutes choses. Il est celui qui « reconnaît » lors d'une revue tel ou tel grognard

dont on lui a glissé discrètement le nom à l'oreille. Le grognard : celui qui pourrait dire non, mais qui toujours dit oui, parce que la Parole du Chef est infaillible. S'il « reconnaît » en nommant par son nom le soldat, celui-ci ne pense-t-il pas que, d'une certaine manière, il connaît lui aussi l'Empereur ? Une intimité se crée ainsi entre un peuple et un homme et cet homme n'apparaît au fond que comme l'émanation de ce peuple. L'ancien cuisinier du Collège de Brienne a le sentiment d'avoir contribué à « faire » le général Bonaparte : témoin, donc acteur. Bonaparte prétendant de la France, prolongement voulu, choisi, assumé de la France, comme Hitler du Volk allemand. C'était l'apport de la Révolution : le peuple de Paris siégeant, que Louis XVI parût au balcon, que le roi caché révélât enfin son visage. La tête du roi, « en vrai », autrement que sur les pièces d'or. Des pièces d'or qui ont trahi la monarchie : Jean-Baptiste Drouet à Varennes. Cette tête ne lui « revint » pas, alors il la « mit au panier » de la guillotine. Bonaparte sut, lui, apparaître aux foules, se manifester au peuple.

Mais la figure du Chef, c'est aussi, peut-être surtout, dans le même temps, un héritage contre-révolutionnaire : en Napoléon, fondateur de dynastie, ressurgissent les siècles monarchiques. Le Père, procréateur certes, mais surtout transcendant et vengeur, comme étranger, celui dont on se félicite d'être le fils et dont on doute un peu — comme pour se faire peur — d'être le fils.

Pour cela, il faut que le Chef soit autre, autre que son peuple, étranger à lui. Il faut que Bonaparte ne reconnaisse pas l'ancien cuisinier de Brienne, qu'il ne « reconnaisse » le grognard dans la revue que pour le mieux remettre à sa place. Pour que de lui-même ce dernier se remette à sa vraie place.

Les grands fondateurs de Civilisation et d'Empire sont étrangers à la Civilisation qu'ils élisent, depuis Cadmos le phénicien jusqu'à Hitler l'autrichien : culture, donc colonisation. C'est le sens explosivement positif du « Nul n'est prophète en son pays ». En tant que Corse, Bonaparte est plus français que les français, car sa passion va non à la France du patriotisme, mais à celle du nationalisme, la France européenne, l'Europe française. Sans cette « étrangeté »

fondamentale, il n'est nulle transcendance du Chef, nulle autorité authentique. Etrange, ce petit Corse Bonaparte qui n'écrit pas français et qui devient Empereur des Français. Etrange aussi ce petit Autrichien qui n'est pas l'Aryen de « Mein Kampf » et qui devient führer du Grand Reich Allemand. Certains diront, en voyant dans le film de Gance cette scène grandiloquente où Bonaparte, face à la tempête en mer, fait d'un drapeau français la voile de sa barque : « il s'agit bien, en effet, avec Bonaparte d'un Chef d'Etat improvisé ». Ils n'auront pas vu la Providence, le Chef Providentiel. Le père de Hitler était un douanier autrichien et Bonaparte naissait en 1769, alors que la Corse n'était française que depuis 1768. Hommes limites, hommes sans limites, sinon entre eux-mêmes et les autres, à qui toujours ils seront étrangers.

Entre un Chef et son peuple, il faut l'intimité et la connivence, la relation de continuité ; il faut aussi, en même temps, — s'étonnera-t-on plus longtemps de la rareté des vrais Chefs ? — celle d'opposition et d'étrangeté. L'impérialisme fasciste naît de là, de cette conjonction du mouvement révolutionnaire et de la tension contre-révolutionnaire.

Les images d'Abel Gance le disent, le clament : elle est belle, cette Armée qui pénètre l'Italie, qui la baigne d'un Esprit dont elle ne se souvient plus. Hommage à Rome.

Et comme l'on comprend alors Stendhal... Et Maurice Bardèche qui nous rappelle qu'en France aussi, dans un passé récent, il y eut des Fabrice.

A. C.

Jonathan, de Hans GEISSENDORFER.

Le premier film d'un jeune réalisateur, Hans Geissendorfer, marque le retour du cinéma allemand à la tradition romantique, et même le retour du cinéma allemand à une production de qualité. Celui-ci, à sa part de notables exceptions comme celle de Volker Schlöndorff (« Les désarrois de l'élève Törless », adopté de Musil), s'est complu depuis la guerre dans des productions inspirées par un conformisme bourgeois né de la prospérité, ou dans des productions de caractère franchement pornographique. « Jonathan », par ses

thèmes, par son étrange poésie, renoue avec la tradition du cinéma expressionniste allemand. On songera en particulier à « Nosferotir », de Murnan, car « Jonathan » n'est autre que le nom du jeune héros de Murnan, inspiré du roman de Braun Stoker, « Dracula ». « Jonathan » est donc une histoire de vampires et Geissendörfer utilise plus ou moins dans son récit le schéma du roman de Braun Stoker, inauguré au cinéma par Murnan, puis inlassablement repris par Terence Fischer : un jeune homme intrépide et pur entreprend, à travers mille épreuves, de détruire les forces maléfiques des ténèbres, les Vampires qui, protégés (fort mal, d'ailleurs) par un château fort qui se dresse sur les bords de la mer, répandent dans les campagnes la terreur et la mort. « Jonathan », à travers la richesse infinie du mythe des vampires, traite une fois de plus le thème manichéen de la victoire du Bien sur le Mal, de la Vie sur la Mort, de la Lumière sur la Nuit. Mais ici le thème prend une coloration politique, parfois caricaturale, parfois assez fine : caricaturale lorsque Geissendörfer donne au maître des vampires les traits de Hitler (les moustaches en moins), assez fine lorsqu'il montre le peuple des campagnes, allié aux étudiants, qui part en guerre contre les vampires rassemblés dans leur château, ajoutant ainsi un élément original au thème du héros qui lutte seul contre les forces du Mal. Des paysages admirables (le film a été tourné près de Kiev), des décors et des costumes fort bien choisis renforcent la poésie naturelle du mythe. Mais la confusion des thèmes politiques et des thèmes fantastiques ne va pas sans quelque maladresse : la querie menée par les paysans contre les vampires semble quelque peu déplacée. En effet, lorsqu'il s'agit du combat métaphysique des forces du bien contre celles du mal, le nombre ne prouve rien : il faut la grâce pour vaincre. Enfin et surtout, la démonstration politique est affaiblie par l'utilisation des thèmes fantastiques : car si la lumière triomphe de la nuit (de façon d'ailleurs éphémère), la nuit n'en garde pas moins un charme profond. Cette fascination exercée par le mythe du Vampire, c'est-à-dire le mythe de l'immortalité charnelle et de la toute-puissance, par la poésie de l'irrationnel, mine les desseins politiques du réalisateur. Au pays de Nonalis et d'Hoffmann, il n'est pas facile d'identifier la lumière et le bien, de dissiper les ténèbres qui suscitent le rêve et la poésie. Le fait de ressusciter sur les écrans allemands les fantômes du romantisme et de l'expressionnisme peut aller à l'encontre des misées politiques de Geissendörfer.

A. C.

DOCUMENTS

Nous reproduisons ci-dessous une partie d'un courageux article du jeune journaliste Dominique Jamet, paru dans Le Monde du 20 octobre, sous le titre Sauver Rolf Steiner immédiatement, dans la rubrique Libres Opinions.

*« Elle est noire, elle est intellectuelle, elle est communiste ». Voilà pourquoi, si l'on en croit une propagandes déchaînée, Angela Davis est en danger de mort aux Etats-Unis. A mieux y regarder, si Angela Davis est en prison depuis un an et doit passer en jugement le 1^{er} novembre, c'est pour avoir commis des délits qualifiés qui vaudraient à n'importe quel ressortissant de n'importe quel pays des ennuis avec les tribunaux de son pays. D'autre part, Angela Davis aura, *bien entendu*, des avocats, des témoins, un jury, et son procès se déroulera sous le regard d'une presse et d'un public sourcilleux en matière de liberté. Enfin, il est quasi certain qu'Angela Davis ne sera ni condamnée à mort, comme Sacco et Vanzetti, ni, *a fortiori*, exécutée comme les Rosenberg. Passons... Il n'en demeure pas moins que de lourdes menaces pèsent sur la jeune militante révolutionnaire, et l'on ne pourrait que se réjouir si la campagne en faveur d'Angela Davis prouvait que la seule crainte d'un déni de justice peut, en 1971, mobiliser des millions d'hommes de par le monde.*

« Il est blanc, il est mercenaire, il est anticommuniste ». Voilà pourquoi, emprisonné depuis un an à Khartoum, Rolf Steiner attend dans sa cellule une condamnation à mort quasi certaine, qui sera, à brève échéance, suivie d'exécution. La télévision, l'autre semaine, présentait fugitivement cet homme au crâne rasé qui a fait le sacrifice de sa vie et qui va bientôt mourir, en effet, entouré d'une indifférence générale.

Que dis-je, indifférence ? Combien ne craignent pas de dire : « *Bon débarras ?* » Un salaud de moins, leur ciel sera plus pur, il faut tuer tous les affreux. Telle est, en effet, l'opinion dominante aujourd'hui.

On me permettra de n'être pas d'accord. Comme il est permis de n'être pas d'accord avec ce que représentait au Katanga, voire au Biafra, le combat de Rolf Steiner, et de ne voir en lui que le tenant d'idées mauvaises et d'ailleurs condamnées. On ne peut nier pourtant que ce « mercenaire » combattait pour ces idées, et non pour l'argent. On ne peut nier que la dernière cause pour laquelle il a lutté, les armes à la main, dans le sud du Soudan, était la cause des opprimés. On ne peut qu'émettre des doutes sur la régularité du procès et sur l'impartialité de l'expéditive justice soudanaise. Bref, il crève les yeux que Rolf Steiner est le soldat loyal d'une cause peut-être perdue, jugé par de féroces vainqueurs. Alors, pourquoi tant de silence ?

Rien d'étonnant que des gouvernements qui ont eu leur part de responsabilité dans la guerre du Biafra (et il y en a jusque sur les bords de la Seine) ou la rébellion du Soudan, que les politiciens, que les trafiquants d'armes qui avaient envoyé Steiner défendre leurs intérêts en première ligne ne lèvent pas le petit doigt en faveur de leur gladiateur vaincu. C'est leur déplorable habitude de se laver les mains.

Il est logique, il est normal que les communistes s'alarment pour les leurs quand ils sont en danges. Et seulement pour les leurs. Pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'humanité, et bien souvent sans vouloir vraiment sauver celui qu'ils prétendent défendre. Il est choquant, il est navrant que les millions de braves gens qu'ils entraînent à chaque fois, pour Ethel et Julius, pour Grimau, pour Angela, croient n'obéir qu'aux élans d'une sensibilité généreuse, alors qu'ils sont télécommandés par le plus implacable des appareils, déterminés toujours dans le même sens, qu'ils ne se lèvent qu'en faveur d'une catégorie de victimes.

Et la gauche, dans tout cela, direz-vous (ou ne direz-vous pas, ce qui serait encore plus grave) ? La gauche ? Dans quel abîme elle est tombée !

Eh ! quoi, un homme est en prison, victime d'un procès politique. D'un instant à l'autre, on va le sacrifier aux dieux hypocrites et cruels du tiers-monde. Et pas une intervention, pas une manifestation, pas même un manifeste, pas un comité qui se forme, pas un intellectuel qui se dresse.

Allons, messieurs de la gauche, si les idéaux dont vous vous réclamez encore n'étaient pas des mots vides de sens, si les anathèmes dont vous accablez l'autre bord correspondaient encore à quelque chose, savez-vous comment vous qualifieriez l'attitude de ceux qui font la différence entre un militaire et une militante, entre un Allemand et une Américaine, de ceux pour qui la vie d'un homme de droite est moins sacrée que la vie d'une femme de gauche ? Dans votre langage et dans votre logique, ces hommes devraient être tenus pour ce qu'ils sont : des « *fascistes, racistes, assassins* ».

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

Imprimerie H. DEVE et C^{ie}, Evreux - N° d'imprimeur : 1022.

is
el

es
x
n,
té

is
s,
n-
is
re
le
te
is
nt
s,

—
2.

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

68, rue de Vaugirard - Paris (6^e)

A C T U A L I T E

François DUPRAT. — Histoire des SS	30,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lénine à Brejnev	12,00
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	12,00
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	18,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	9,00
Lettre à un soldat de la classe 60	12,00
Chénier	6,00
Les quatre Juifs	épui s
Domrémy	24,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	30,00
Le Drame des Juifs Européens	24,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine ..	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	12,00
Nuremberg ou la Terre promise	24,00
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	18,00
Les Temps Modernes	12,00
L'Œuf de Christophe Colomb	12,00
Qu'est-ce que le fascisme?	12,00
Une lecture de Balzac	30,00
Sparte et les Sudistes	15,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer rouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50
Les Fascismes inconnus	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »

Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris